

RECUEIL

DES

ACTES

ADMINISTRATIFS

ANNÉE 2020 – NUMÉRO 318 DU 08 DÉCEMBRE 2020

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFECTURE DU NORD

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

- Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2004 portant transfert de la commission de réforme des agents de la fonction publique territoriale au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du département du Nord

CABINET

SERVICE DE LA REPRÉSENTATION DE L'ÉTAT

- Arrêté préfectoral accordant récompense pour acte de courage et de dévouement
- Arrêté préfectoral accordant récompense pour acte de courage et de dévouement
- Arrêté préfectoral accordant récompense pour acte de courage et de dévouement

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

- Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale concernant l'aménagement de l'échangeur A31 de l'autoroute A21 et de l'accès à la zone d'activités des Pierres Blanches sur les communes de Denain, Escaudain et Louches + annexes
- Arrêté préfectoral complémentaire n°1 modifiant l'arrêté préfectoral du 5 février 2014 concernant l'aménagement de bassins de pollution et de lutte contre les inondations sur les communes d'Aubry-du-Hainaut et de Petite-Forêt + annexes

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE DU NORD

- Arrêté préfectoral portant renouvellement des membres du Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ NORD

ÉTAT-MAJOR INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ ZONE NORD

- Arrêté portant application de mesures propres à limiter l'ampleur et les effets de la pointe de pollution de l'air ambiant sur la population des départements du Nord et du Pas-de-Calais
- Arrêté n° 1/07/12/2020 portant réglementation de la circulation routière

CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE LILLE (CROUS)

- Délibérations du conseil d'administration du 07 décembre 2020

CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ COMMISSION LOCALE D'AGRÉMENT ET DE CONTRÔLE NORD

- Délibération n°AUT-N1-2020-11-26-A00104977 portant refus de délivrance d'une autorisation d'exercer

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
de la coordination
des politiques interministérielles

Bureau des affaires départementales

Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2004 portant transfert de la commission de réforme des agents de la fonction publique territoriale au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du département du Nord

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2002-302 du 4 mars 2002 relative au droit des malades et à la qualité du système de santé ;

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites ;

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des cotés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant M Michel LALANDE, Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais - Picardie, préfet de la zone défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord ;

Vu le décret du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, notamment les articles 3 et 12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02 novembre 2020 portant délégation de signature à M. Simon FETET, Secrétaire Général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2004 portant transfert de la commission de réforme des agents de la fonction publique territoriale au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du département du Nord ;

Vu le courrier en date du 24 septembre 2004, par lequel M. le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du département du Nord sollicite le transfert de la commission de réforme territoriale ;

Vu le courrier en date du 5 novembre 2004, par lequel M. le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du département du Nord propose que le siège de la commission de réforme territoriale se situe au Centre de gestion ;

Vu le courrier du 30 novembre 2020 par lequel M. le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du département du Nord propose une nouvelle organisation de la présidence des commissions ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'article 3 de l'arrêté du 29 décembre 2004 susvisé est modifié comme suit :

1°- Pour les collectivités et établissements affiliés obligatoirement ou volontairement au Centre de gestion du Nord :

- M. Marc PLATEAU, Maire de MALINCOURT, titulaire ;
- M. Frédéric CHOPIN, Responsable des instances médicales et de l'assurance statutaire du centre de gestion du Nord, 1^{er} suppléant ;
- Mme Sylvie BILLARD-BARON, Directrice des ressources humaines et logistique au centre de gestion du Nord, 2^{ème} suppléante.

2°- Pour les collectivités et établissements relevant du socle commun :

- M. Alain CHASTAN, Adjoint au maire, commune de MARCQ-EN-BAROEUL, titulaire ;
- Mme Sylvie BILLARD-BARON, Directrice des ressources humaines et logistique au centre de gestion du Nord, 1^{er} suppléante ;
- M. Frédéric CHOPIN, Responsable des instances médicales et de l'assurance statutaire du centre de gestion du Nord, 2^{ème} suppléant.

Article 2 - Les autres dispositions de l'arrêté du 29 décembre 2004 susvisé portant transfert de la commission de réforme des agents de la fonction publique territoriale au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du département du Nord sont inchangées.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le président du Centre de gestion du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 8 DEC. 2020

Pour le préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Simon FETET



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet du Préfet
Service de la représentation de l'État
Bureau du protocole, des visites officielles
et des distinctions honorifiques**

Arrêté préfectoral accordant récompense pour acte de courage et de dévouement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

Vu le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

Vu le décret du président de la République du 21 avril 2016 portant nomination de M. Michel LALANDE, en qualité de préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie, préfet du Nord ;

Considérant que Monsieur Lilian HEGO, brigadier de gendarmerie, en intervention sur un différend de voisinage, a porté secours à une victime d'un malaise cardiaque, le 5 avril 2020 à Wagnies-le-Grand ;

Sur proposition du directeur de cabinet

ARRÊTE

Article 1^{er} - La lettre de félicitations pour acte de courage et de dévouement est décernée à Monsieur Lilian HEGO.

Article 2 - Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lille, le 5 novembre 2020


Michel LALANDE



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet du Préfet
Service de la représentation de l'État
Bureau du protocole, des visites officielles
et des distinctions honorifiques**

Arrêté préfectoral accordant récompense pour acte de courage et de dévouement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

Vu le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

Vu le décret du président de la République du 21 avril 2016 portant nomination de M. Michel LALANDE, en qualité de préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie, préfet du Nord ;

Considérant que Monsieur Anthony PHILIPPE, maréchal des logis-chef de gendarmerie, en intervention sur un différend de voisinage, a porté les premiers secours à une victime d'un malaise cardiaque, le 5 avril 2020 à Wargnies-le-Grand ;

Sur proposition du directeur de cabinet

ARRÊTE

Article 1^{er} - La lettre de félicitations pour acte de courage et de dévouement est décernée à Monsieur Anthony PHILIPPE

Article 2 - Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lille, le 5 novembre 2020


Michel LALANDE



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet du Préfet
Service de la représentation de l'État
Bureau du protocole, des visites officielles
et des distinctions honorifiques**

Arrêté préfectoral accordant récompense pour acte de courage et de dévouement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

Vu le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

Vu le décret du président de la République du 21 avril 2016 portant nomination de M. Michel LALANDE, en qualité de préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie, préfet du Nord ;

Considérant que Monsieur Dylan DESCATOIRE, gendarme, en intervention sur un différend de voisinage, a porté les premiers secours à une victime d'un malaise cardiaque, le 5 avril 2020 à Wagnies-le-Grand ;

Sur proposition du directeur de cabinet

ARRÊTE

Article 1^{er} - La lettre de félicitations pour acte de courage et de dévouement est décernée à Monsieur Dylan DESCATOIRE

Article 2 - Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lille, le 5 novembre 2020



Michel LALANDE

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale concernant l'aménagement de l'échangeur A31 de l'autoroute A21 et de l'accès à la zone d'activités des Pierres Blanches sur les communes de Denain, Escaudain et Louches

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 211-1 dans sa version modifiée du 27 juillet 2019, les articles L. 181-1 et suivants et R. 181-1 et suivants, L. 214-3 et R. 214-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance modifiée du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 consolidé relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements – version consolidée au 18 février 2009 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas - de - Calais - Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe), Monsieur Michel LALANDE ;

Vu le décret 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 27 août 2020 nommant M. Simon FETET, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 1999 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 portant délégation de signature à M. Simon FETET, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu la demande d'autorisation environnementale, enregistrée le 8 mars 2019 sous le n°59-2019-00141, présentée par la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut - Avenue Michel Rondet - 59135 WALLERS, afin d'aménager l'échangeur A31 de l'Autoroute A21 et l'accès à la zone d'activités des Pierres Blanches sur les communes de Denain, Escaudain et Louches ;

Vu la complétude et la régularité du dossier en date au 21 octobre 2019 ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 22 janvier 2020 ;

Vu le mémoire 11 juin 2020 du pétitionnaire en réponse à cet avis de l'Autorité Environnementale, joint au dossier d'enquête publique ;

Vu l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 27 juillet 2020 au 4 septembre 2020 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur des 15 septembre 2020 et 19 octobre 2020 ;

Vu le rapport du Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord en date du 25 septembre 2020 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Nord lors de la séance du 20 octobre 2020 ;

Vu le porter à connaissance au pétitionnaire du projet d'arrêté statuant sur sa demande en date du 20 octobre 2020 et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

Vu l'avis favorable du pétitionnaire en date du 21 octobre 2020 ;

Considérant que l'enquête publique s'est réalisée dans des conditions permettant une bonne information et participation du public ;

Considérant que le commissaire-enquêteur a rendu un avis favorable ;

Considérant l'absence d'espèces protégées dans le périmètre d'intervention dans les inventaires fournis ;

Considérant que l'imperméabilisation des sols doit faire l'objet d'une compensation en tamponnant les eaux pluviales avant rejet au milieu naturel, pour lutter contre le risque inondation ;

Considérant que les engagements pris au dossier nécessitent d'être précisés afin d'assurer les enjeux de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau prescrits par le code de l'environnement ;

Considérant que l'ensemble des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 est garanti par les prescriptions imposées ci-après ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer et du secrétaire général de la Préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet de l'autorisation

La Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut, ci-après dénommée « le bénéficiaire de l'autorisation », sise Avenue Michel Rondet - 59135 WALLERS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et du dossier d'autorisation environnementale - version d'octobre 2019, à aménager l'échangeur A31 de l'Autoroute A21 et l'accès à la zone d'activités des Pierres Blanches sur les communes de Denain, Escaudain et Louches.

Les rubriques de la nomenclature définies à l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

| Rubrique | Intitulé de la rubrique | Régime |
|----------|--|-------------|
| 2.1.5.0. | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D). | Déclaration |
| 3.2.3.0. | Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). | Déclaration |

Au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le projet, consistant à créer une liaison routière entre l'autoroute A21 au droit de l'échangeur n°31, le Parc des 6 Mariannes à Escaudain et la ZAC des Pierres Blanches à Denain, ainsi qu'aménager un nouveau Parc d'activité « des Soufflantes » à Escaudain, est soumis à évaluation environnementale.

En conséquence, la présente autorisation tient lieu d'autorisation au titre du 3ème alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. **Elle ne vaut que pour la phase 1** et notamment pas pour l'aménagement d'un nouveau Parc d'activité « des Soufflantes » à Escaudain.

La présente autorisation tient lieu d'autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Article 2 - Description des travaux

L'aménagement comprend :

- le déplacement de la bretelle de sortie de l'échangeur n°31 de l'A21 dans le sens Douai vers Valenciennes, la modification de la bretelle d'entrée sur l'A21 dans le même sens, et la création d'une voie d'entrecroisement entre les échangeurs n°30 et n°31 ;
- la création d'une chaussée bidirectionnelle de deux voies de 3,5 mètres de largeur allant de l'échangeur 31 à la ZAC des Pierres Blanches ;
- l'aménagement d'un giratoire au droit de l'échangeur n°31 modifié ;
- le raccordement de la section au Nord de la rue Marcel Griffon à ce giratoire, la section sud étant mise en impasse avec une aire de retournement ;
- l'aménagement d'un second giratoire reliant la ZAC des Pierres Blanches à la rue Léon Gambetta ;
- l'aménagement d'un carrefour sur la rue Marcel Griffon entre les deux giratoires (à proximité de l'allée Saint-Éloi) ;
- le raccordement de la rue Louis Petit à la ZAC des Pierres Blanches
- l'aménagement d'une amorce pour l'accès au site ArcelorMittal ;
- la suppression des ouvrages d'art rue Mirabeau et rue Léon Gambetta ;
- des aménagements à proximité du quartier Nervo : places de stationnement, aire de jeu, boulodrome, jardins partagés.

La phase 1 ne comprend pas la suppression de l'échangeur partiel n°32 de l'A21.

La signalisation de l'accès à la ZAC des Pierres Blanches depuis l'A21 se fait par l'échangeur n°31, puis par la nouvelle voirie. Le sens ZAC vers A21 est signalé selon le même trajet, y compris à l'intérieur de la ZAC.

Un plan de localisation du projet figure en annexe 1, de définition de la phase 1 en annexe 2, et des aménagements de la phase 1 en annexes 3a, 3b et 4.

Article 3 - Dispositions techniques

3.1 - Eaux pluviales

Compte tenu de la vulnérabilité forte des eaux souterraines sur l'aire d'étude, et de la présence potentielle de sols pollués, les ouvrages de récoltes des eaux pluviales seront étanches. La Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut fait réaliser des essais d'étanchéité des ouvrages et les tient à la disposition du service police de l'eau.

Les eaux de pluie de la phase 1 sont acheminées et gérées à l'aide de 3 bassins de tamponnement, 1 à ciel ouvert et 2 enterrés. La phase 1 intercepte deux bassins versants naturels BVN1 et BVN2, de surface respective 1,06 et 1,90 ha ; ceux-ci sont gérés par le bassin de tamponnement à ciel ouvert.

Les eaux pluviales du bassin à ciel ouvert se rejettent au réseau de fossés de l'autoroute A21. Il permet de retenir un volume de 965 m³ sans débordement, pour un débit de fuite fixé à 4,30 l/s. Le bassin est dimensionné pour une pluie d'occurrence de 30 ans ; l'incidence d'une pluie d'occurrence de 100 ans y est contenue et ne crée aucun débordement des eaux.

Les eaux pluviales des 2 bassins enterrés sont rejetées au réseau du Syndicat intercommunal d'assainissement du Denais. Celui-ci en prend toute la responsabilité, y compris le dimensionnement.

La collecte des eaux et les ouvrages de tamponnement doivent être opérationnels, éventuellement de façon provisoire, dès les premiers travaux.

3.2 - Mesures d'accompagnement en faveur de la faune et de la flore

La liaison routière n'est pas éclairée.

Au niveau de la bretelle de sortie de l'Autoroute A21, un ouvrage cadre est aménagé ; il est accompagné de dispositifs pour guider la petite faune vers cet ouvrage et l'empêcher de passer sur la chaussée.

Le boisement existant entre la nouvelle bretelle de sortie de l'A21 et la rue Marcel Griffon est conservé. Des gîtes à chiroptères sont mis en place à cet endroit.

Afin de restaurer des linéaires boisés en bordure de voie ferrée à l'Ouest d'ArcelorMittal, il est procédé à la plantation d'espaces végétalisés (herbacés à boisés) en bordure des voiries créées, permettant de restaurer les fonctionnalités écologiques initiales du secteur (notamment pour les chiroptères). Les plantations d'arbustes ou d'arbres ne doivent pas être réalisées à moins de 20 m de la route ; les plantations sont indigènes de la région Hauts-de-France¹.

Des tas de bois mort sont mis en place au sein des dépendances vertes, notamment au sein du boisement conservé précité, en utilisant principalement les produits de coupe issus des opérations de débroussaillage.

Une mare de 250 m² maximum, de profondeur variable jusque 1,20 m maximum et uniquement alimentée par les ruissellements, est réalisée au Sud-Est du giratoire avec l'A21.

La Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut mandate un écologue pour assurer le suivi de ces aménagement, et :

- réaliser un bilan de réalisation de ces dispositions dès l'achèvement de la phase 1 ; celui-ci est annexé par la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut au document d'information de fin des travaux prescrit à l'article 4.1 ;
- évaluer l'efficacité des mesures, en lien avec les états initiaux réalisés avant les travaux ; ces documents sont établis aux périodes adéquates des années N+1, N+3 et N+5 (N étant l'année d'achèvement des travaux), et sont transmis par la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut au service police de l'eau au plus tard le 31 décembre des mêmes années.

Ces documents sont valorisés notamment dans les études des phases ultérieures.

3.3 - Bruit

Le long de la bretelle de l'autoroute A21, un mur antibruit est mis en place (annexe 4).

Après fin des travaux de la phase 1, la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut procède à un relevé des niveaux sonores aux mêmes points que ceux ayant été pris en compte dans l'évaluation environnementale. Cette campagne est réalisée entre 3 et 6 mois après que le bâtiment logistique en construction (à la date du présent arrêté) sur la ZAC des Pierres Blanches est mis en exploitation. Une étude comparant les résultats de la campagne aux conclusions de l'étude d'impact est transmise dans les 2 mois suivant sa réalisation aux maires des communes de Denain, Escaudain et Louches, à l'Agence Régionale de Santé, et au service police de l'eau ; le cas échéant, cette étude propose les mesures correctives à mettre en place.

Article 4 - Prescriptions spécifiques aux travaux

Durant la phase de travaux, il convient de veiller à la mise en œuvre des mesures minimales suivantes de façon à limiter les risques d'incident et d'impact sur les milieux naturels.

En cas d'anomalie, dysfonctionnement ou incident, un rapport est envoyé par le bénéficiaire de l'autorisation au service en charge de la police de l'eau, dès qu'il aura connaissance de l'incident. Cet incident est également consigné dans le journal de chantier.

4.1 - Calendrier des travaux

Le bénéficiaire de l'autorisation avertit le service de police de l'eau, au moins quinze jours à l'avance, de la date de démarrage des travaux. Il le prévient de même en cas d'interruption et à la reprise du chantier, ainsi qu'à l'achèvement des travaux (document type joint en annexe 5).

4.2 - Constat d'huissier

Avant tout démarrage des travaux, puis à leur issue, un état des lieux par constat d'huissier est réalisé sur l'ensemble des constructions qui figurent en annexe 6.

Il est tenu à disposition du service police de l'eau. Par ailleurs, l'état des lieux initial puis final sont transmis dès leur rédaction aux maires des communes d'Escaudain et de Louches.

¹ CORNIER T., TOUSSAINT B., DUHAMEL F., BLONDEL C., HENRY E & MORA F., 2011. Guide pour l'utilisation d'arbres et d'arbustes pour la végétalisation à vocation écologique et paysagère en région Nord-Pas-de-Calais – Centre Régional de Phytosociologie / conservatoire botanique de Bailleul, pour le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais et la DREAL Nord-Pas-de-Calais, 48p. Bailleul

4.3 - Emprise et gestion du chantier

Le chantier est placé sous la responsabilité d'un chef de chantier qui veillera à la bonne réalisation des opérations et au respect des prescriptions du présent arrêté. Ce dernier est responsable de la tenue d'un journal de chantier, qui est tenu à disposition du service en charge de la police de l'eau.

Avant tout démarrage des travaux, la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut mandate un écologue pour :

- mettre à jour l'état initial, et notamment vérifier l'absence de toute espèce protégée dans l'emprise des travaux de la phase 1 et actualiser la connaissance des espèces végétales exotiques envahissantes recensées dans l'emprise du chantier, notamment le Robinier faux-acacia et la Renouée du Japon ;
- préciser les mesures d'évitement et notamment définir le phasage des travaux en fonction du calendrier écologique des espèces ainsi que le balisage à mettre en place pendant la durée du chantier ;
- assurer une formation des entreprises aux enjeux écologiques.

L'écologue produit un rapport de synthèse, composé a minima de l'actualisation de l'état initial (avec cartographies) d'une part et de la définition des mesures d'évitement d'autre part, qui est joint au journal de chantier et est annexé par la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut au document déclarant le démarrage des travaux prévu par l'article 4.1.

Les installations de chantier, le stockage des produits, du matériel de chantier, des déchets et des engins sont localisés en dehors des zones sensibles du secteur, notamment celles définies par l'écologue.

Les installations de chantier sont implantées de façon à ne pas engendrer de défrichement ni de déboisement.

Des sanitaires conformes à la législation en vigueur sont installés sur le chantier (installation d'un assainissement non collectif provisoire ou raccordement à un réseau collectif existant).

Aucun engin de chantier n'emprunte l'allée Saint Eloi.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'assurer en permanence, aux abords du chantier, le nettoyage des voies et accès, l'enlèvement des boues et déchets divers. Il est procédé si nécessaire au lavage, en sortie de chantier, de tous les véhicules et engins de chantier ayant à emprunter les voies publiques.

4.4 - Limitation des risques de pollution accidentelle pendant la phase chantier

Le bénéficiaire de l'autorisation veille au respect de toutes les précautions techniques d'utilisation de produits et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux.

Les vidanges, nettoyages, entretien et ravitaillement des engins doivent impérativement être réalisés sur des emplacements aménagés à cet effet : plate-forme étanche avec recueil des eaux dans un bassin ou un bac. Les produits de vidange sont recueillis et évacués en fûts fermés vers des décharges agréées.

Une aire étanche est aménagée pour le stockage des matériaux polluants, et sur laquelle stationneront les engins de chantier en dehors des heures de travail. Celle-ci est aménagée pour intercepter toute pollution accidentelle.

La récupération et le stockage des substances toxiques sont effectués dans des bacs de rétention étanches et leur collecte par des entreprises spécialisées qui en assureront le transfert, le traitement et l'élimination. Aucun brûlis ne peut avoir lieu sur le chantier.

Les déchets sont entreposés dans des bennes étanches et sont évacués au fur et à mesure.

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle est mis en place et est accompagné d'une sensibilisation du personnel de chantier.

Les entreprises doivent être équipées de kit anti-pollution.

En cas de pollution accidentelle des eaux, une alerte puis un rapport sont envoyés, dès que le bénéficiaire en a connaissance, au service en charge de la police de l'eau.

4.5 - Gestion des espèces exotiques envahissantes

Le bénéficiaire de l'autorisation prend toutes les mesures adéquates pour :

- le repérage et le balisage des espèces exotiques envahissantes (piquets colorés et rubalise associé à un marquage GPS),
- leur retrait et/ou leur destruction, sans compromettre l'environnement à proximité.

Une réunion d'information et de sensibilisation du personnel de chantier est organisée afin d'expliciter le balisage mis en place et les mesures à respecter.

Pendant les travaux, il doit être régulièrement procédé à l'actualisation de ce zonage et à la vérification de son intégrité.

Par ailleurs, une vérification visuelle est faite chaque jour sur l'absence d'espèces exotiques envahissantes dans les terres exportées.

Ces éléments doivent être consignés au journal du chantier.

Le bénéficiaire de la présente autorisation peut utilement se rapprocher du Conservatoire botanique national de Bailleul.

Article 5 – Conformité du dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification notable ou substantielle apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Conformément à l'article R. 181-46 II, pour les modifications notables, s'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Pour les modifications substantielles définies à l'article R. 181-46 I, la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est nécessaire et soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

Article 6 – Caractère et durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration peut prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du bénéficiaire de l'autorisation tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions du Code de l'Environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le bénéficiaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de fonctionnement.

Le présent arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet si les travaux n'ont pas commencé dans un délai de deux ans à compter du jour de sa notification.

Article 7 – Transfert de l'autorisation à un autre bénéficiaire

I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

Elle comprend, outre les éléments prévus au II, des pièces justifiant les capacités techniques et financières du nouveau bénéficiaire.

S'il entend s'opposer au transfert, le préfet notifie son refus motivé dans le délai de deux mois, conformément à l'article R. 181-47.

Article 8 – Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'accident ou de l'incident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire de l'autorisation demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 9 – Accès aux installations et contrôles

Les agents chargés de la police de l'environnement auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'Environnement, et dans le respect des consignes de sécurité. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Elle n'autorise entre autres pas à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

Article 11 – Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'autorisation de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Elle ne vaut entre autres pas dérogation aux interdictions d'atteinte aux espèces protégées au titre du 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement, ni autorisation au titre de la gestion des déchets, ni autorisation au titre du Code de la Voirie Routière et du Code de la Route.

Article 12 – Recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- 1° Par le bénéficiaire de l'autorisation, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur les sites internet des préfectures du Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Article 13 – Publication

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Un exemplaire est affiché en mairies des communes de Denain, Escaudain et Louches pendant une durée d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les soins des maires à l'unité de police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer du Nord (62 boulevard de Belfort, CS 90007, 59042 Lille Cedex - ddtm-sent@nord.gouv.fr).

Article 14 – Exécution et diffusion de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut et dont copie est adressée, par la direction départementale des territoires et de la mer dans le Nord :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Valenciennes,
- aux maires des communes de Denain, Escaudain et Louches,
- au directeur général de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France,
- au directeur de la Direction Interdépartementale des Routes Nord,
- au président du Syndicat intercommunal d'assainissement du Denaisis.

Fait à Lille, le **09 NOV. 2020**

Le Secrétaire Général

Simon FETET

Annexe 1 : Plan de localisation du projet

Annexe 2 : Plan de définition de la phase 1

Annexe 3a : Aménagements de la phase 1

Annexe 3b : Aménagements de la phase 1 (modification de la bretelle de sortie de l'A21 et voie d'entrecroisement)

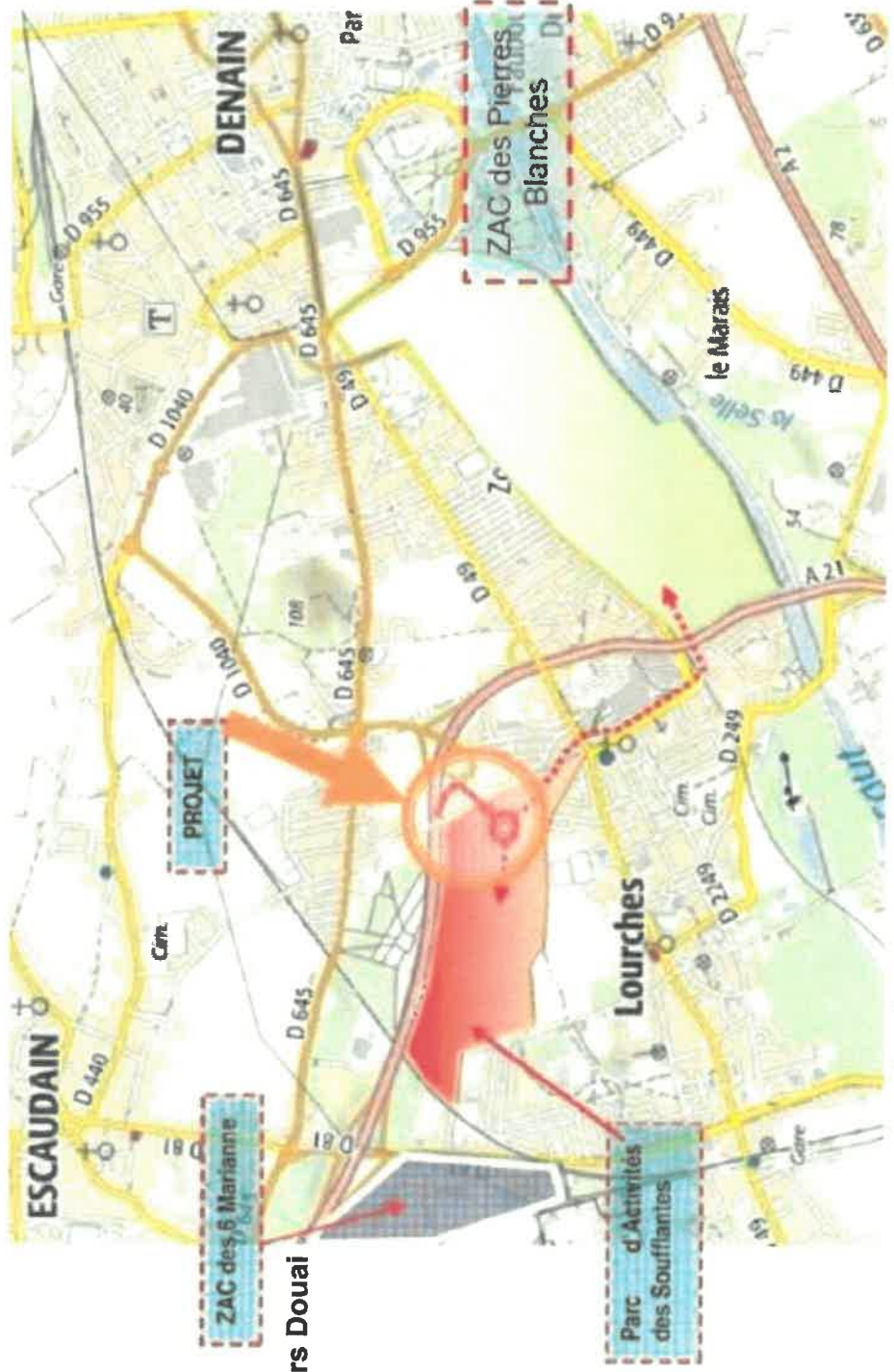
Annexe 4 : Aménagements de la phase 1 (modification de la bretelle d'entrée sur l'A21 - Mur antibruit le long de la bretelle de l'autoroute A21)

Annexe 5 : Document type de transmission de démarrage des travaux

Annexe 6 : Périmètre du constat d'huissier (8 pages)

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 09 NOV 2020.....

ANNEXE 1



Vers Douai

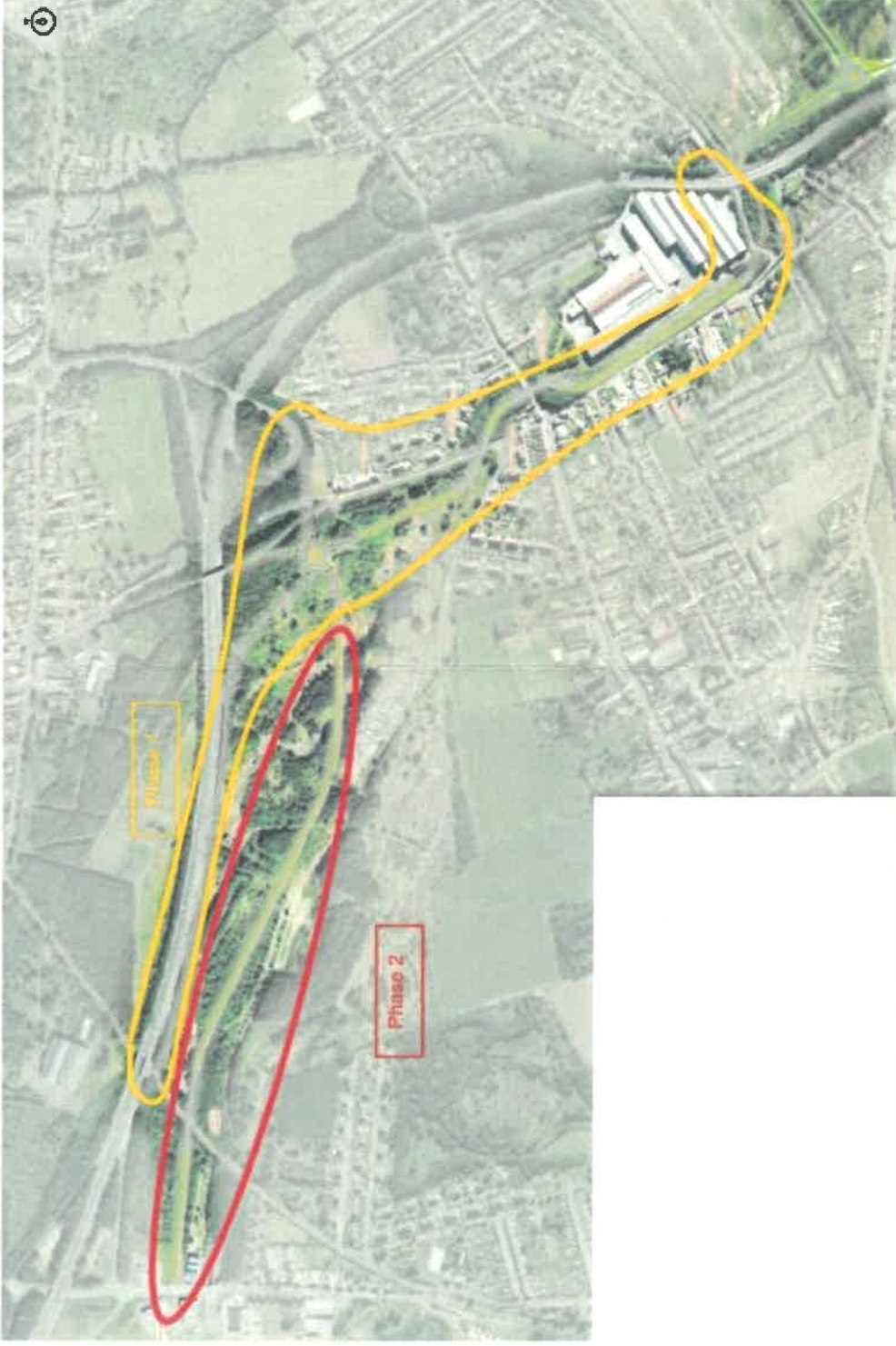
**Vers A1
(Valenciennes)**

Le Secrétaire Général



Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du
09 NOV. 2020

ANNEXE 2



Le Secrétaire Général



ANNEXE 3a

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du

09 NOV. 2020



Le tracé de la liaison Pierres Blanches.

NB : A ce stade du projet, le plan peut être amené à subir des modifications mineures. Mais ses modifications n'ont aucun impact sur le projet.

Le Secrétaire Général

Simon FETET

ANNEXE 3b

**Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 09 NOV. 2020**



Déplacement de la bretelle de sortie et voie d'entrecroisement

Le Secrétaire Général



ANNEXE 4

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du
09 NOV. 2020



Modification de la bretelle d'entrée – Mur antibruit

Le Secrétaire Général

Simon FETET

Annexe 5

DOCUMENT A ENVOYER IMPÉRATIVEMENT AU SERVICE EN CHARGE DE LA POLICE DE L'EAU

« L'aménagement de l'échangeur A31 de l'A21 et de l'accès à la zone d'activités des Pierres Blanches sur les communes de Denain, Escaudain et Louches »

Pétitionnaire : Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut

Dossier n°59-2019-00141

La Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut déclare :

- le démarrage (ou le redémarrage) des travaux à la date du
- l'interruption des travaux à la date du
- l'achèvement des ouvrages à la date du

Le responsable de l'opération au sein de VNF est :

**Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du
09 NOV. 2020**

Ce document est à communiquer au service en charge de la police de l'eau à chaque phase de travaux (démarrage, interruption, reprise et achèvement).

à retourner dûment complété à :

DDTM du Nord
Service Eau Nature et Territoires – Unité Police de l'Eau
62, boulevard de Belfort
CS 90007
59042 LILLE cedex
ddtm-sent@nord.gouv.fr

Le Secrétaire Général

[Simon FETET

COMMUNE D'ESCAUDAIN
ZOOM n°1 + n°2

- Bâtiments
- Dur
- Léger
- Parcelle
- Parcelles concernées
- Zoom

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 09.04.2020

Annexe 6






Le Secrétaire Général
SIMON FLET



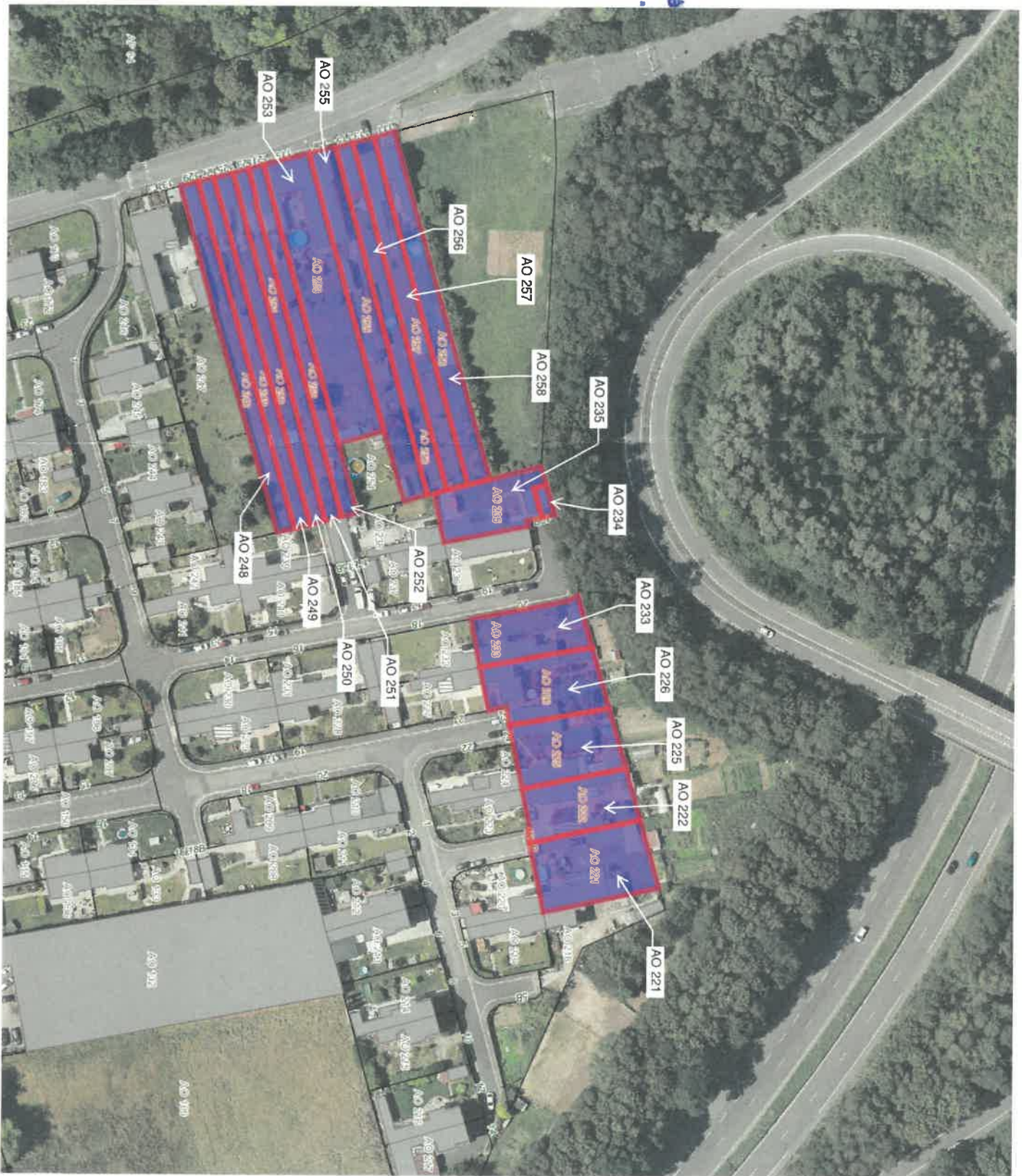
1 : 4227



COMMUNE D'ESCAUDAIND
ZOOM n°1

- Numero de voie
-  Dur
 -  Leger
 -  Parcelle
 -  Commune
 -  Parcelles concernées

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du ... 09 NOV. 2020



COMMUNE D'ESCAUDAIN
ZOOM n°2

- Borne de limite de propriété
- Surfrique divers
- Limite non parcelaire
- Aqueduc
- Zone de communication
- Numero de voie
- Section cadastrale
- Batiments
- Dur
- Léger
- Parcelle
- Commune
- Parcelles concernées

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 09-NOV-2020

Le Secrétaire Général
Simon FELET



| Nom de la commune | Section cadastrale | N° parcelle | Adresse du bien | Surface | Adresse du propriétaire | Propriétaire | Commune du propriétaire | Type | Occupation |
|-------------------|--------------------|-------------|------------------------|---------|--|---|-------------------------|--------|-------------------------------------|
| ESCAUDAIN | AO | 221 | 3 ALL BRANLY | 600 | 3 BALL BRANLY 59124 ESCAUDAIN | M DEHONOT JAVIER BERNARD | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par un locataire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 221 | 3 ALL BRANLY | 600 | 3 BALL BRANLY 59124 ESCAUDAIN | MME MACAGNE LAETICIA PAULLETTE JOSETTE DIT DEHONOT LOETICIA | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par un locataire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 222 | 1 ALL BRANLY | 434 | 1 CITE NERVO BAL BRANLY 59124 ESCAUDAIN | M FASSIN MARC MARCEL | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 222 | 1 ALL BRANLY | 434 | 1 CITE NERVO BAL BRANLY 59124 ESCAUDAIN | MME LAMANT CLAUDINE RAYMONDE DIT FASSIN CLAUDINE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 225 | 23 ALL DE NERVO | 481 | 24 ALL DE NERVO 59124 ESCAUDAIN | M WYUR BEAUX DANIELE HENRI | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 226 | 23 ALL DE NERVO | 511 | 23 ALL DE NERVO 59124 ESCAUDAIN | M ZAICH DANIEL | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 232 | 20 ALL AMPERE | 428 | 20 ALL AMPERE 59124 ESCAUDAIN | MME FALP KARIM | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 233 | 20 ALL AMPERE | 428 | 20 ALL AMPERE 59124 ESCAUDAIN | MME FALP KARIM | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 234 | ALL AMPERE | 29 | 19 ALL AMPERE 59124 ESCAUDAIN | MME BENATMAHE DI DIERFAL SABAH | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 238 | ALL AMPERE | 29 | 19 ALL AMPERE 59124 ESCAUDAIN | MME BENATMAHE DI DIERFAL SABAH | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 239 | ALL AMPERE | 412 | 19 ALL AMPERE 59124 ESCAUDAIN | MME BENATMAHE DI DIERFAL SABAH | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 240 | ALL AMPERE | 412 | 19 ALL AMPERE 59124 ESCAUDAIN | MME BENATMAHE DI DIERFAL SABAH | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 248 | 129 RUE MARCEL GRIFFON | 421 | 129 RUE MARCEL GRIFFON 59124 ESCAUDAIN | MME SONNON NICOLE ANTONETTE JOSEPHINE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 249 | 127 RUE MARCEL GRIFFON | 503 | 3 BRUE JEAN JAURES 59121 HELESMES | M HEBBAR ABDELWAHAB | HELESMES | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 256 | 123 RUE MARCEL GRIFFON | 428 | 123 RUE MARCEL GRIFFON 59124 ESCAUDAIN | MME BRUNO DIETRIE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 256 | 123 RUE MARCEL GRIFFON | 428 | 123 RUE MARCEL GRIFFON 59124 ESCAUDAIN | MME BRUNO DIETRIE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 252 | 121 RUE MARCEL GRIFFON | 432 | 11 RUE ROMAIN ROLAND 59172 ROELUX | M PALLAT FABRIEN | ROELUX | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 252 | 121 RUE MARCEL GRIFFON | 432 | 11 RUE ROMAIN ROLAND 59172 ROELUX | MME FRAMERY ALEXANDRA LILIANE THERESE DIT PALLAT ALEXANDRA | ROELUX | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 255 | 117 RUE MARCEL GRIFFON | 682 | 117 RUE MARCEL GRIFFON 59124 ESCAUDAIN | M MANGO JEAN DENIS | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 256 | 115 RUE MARCEL GRIFFON | 505 | 36 VC NEY ANDRE ADRIEN 59120 DENAIN | M DUTILLY GODEFRON GERARD PHILIPPE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 257 | 115 RUE MARCEL GRIFFON | 505 | HUNDBACKERSTRASSE 50 CH-8600 DUBENDORF | MME DAMNELL HELENE CAMOLINE VIRGINIE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 257 | 113 RUE MARCEL GRIFFON | 579 | 113 RUE MARCEL GRIFFON 59124 ESCAUDAIN | M PONCE JOSE THOMAS | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 257 | 113 RUE MARCEL GRIFFON | 579 | 113 RUE MARCEL GRIFFON 59124 ESCAUDAIN | M PONCE JOSE THOMAS | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 258 | 111 RUE MARCEL GRIFFON | 595 | 21 RUE DE FACHES 59790 RONCHIN | M DIERFAL ABDELHAD | RONCHIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 258 | 111 RUE MARCEL GRIFFON | 595 | 21 RUE DE FACHES 59790 RONCHIN | M DIERFAL ABDELHAD | RONCHIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 163 | 15 RUE DE BOUCHAIN | 541 | 15 RUE DE BOUCHAIN 59124 ESCAUDAIN | MME DISART DIT LECOMTE MARIE LOUISE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 163 | 15 RUE DE BOUCHAIN | 541 | 15 RUE DE BOUCHAIN 59124 ESCAUDAIN | MME LECOMTE JOCELYNE DENISE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 163 | 15 RUE DE BOUCHAIN | 541 | 18 RUE DU COMMANDANT BAVART 59710 PONT-A-N | MME LECOMTE MARIE THERESE MAURICETTE SOPHIE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |
| ESCAUDAIN | AO | 163 | 15 RUE DE BOUCHAIN | 541 | 18 RUE DU COMMANDANT BAVART 59710 PONT-A-N | MME LECOMTE MARIE THERESE MAURICETTE SOPHIE | ESCAUDAIN | Maison | Occupation par le propriétaire (T1) |

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 09 NOV. 2020

Le Secrétaire Général

Simon FETET

COMMUNE DE LOURCHES
ZOOM n°1 + n°2

-  Parcelle
-  Commune
-  Parcelles concernées
-  Zoom

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 0-9-NOV : 2020

Le Secrétaire Général



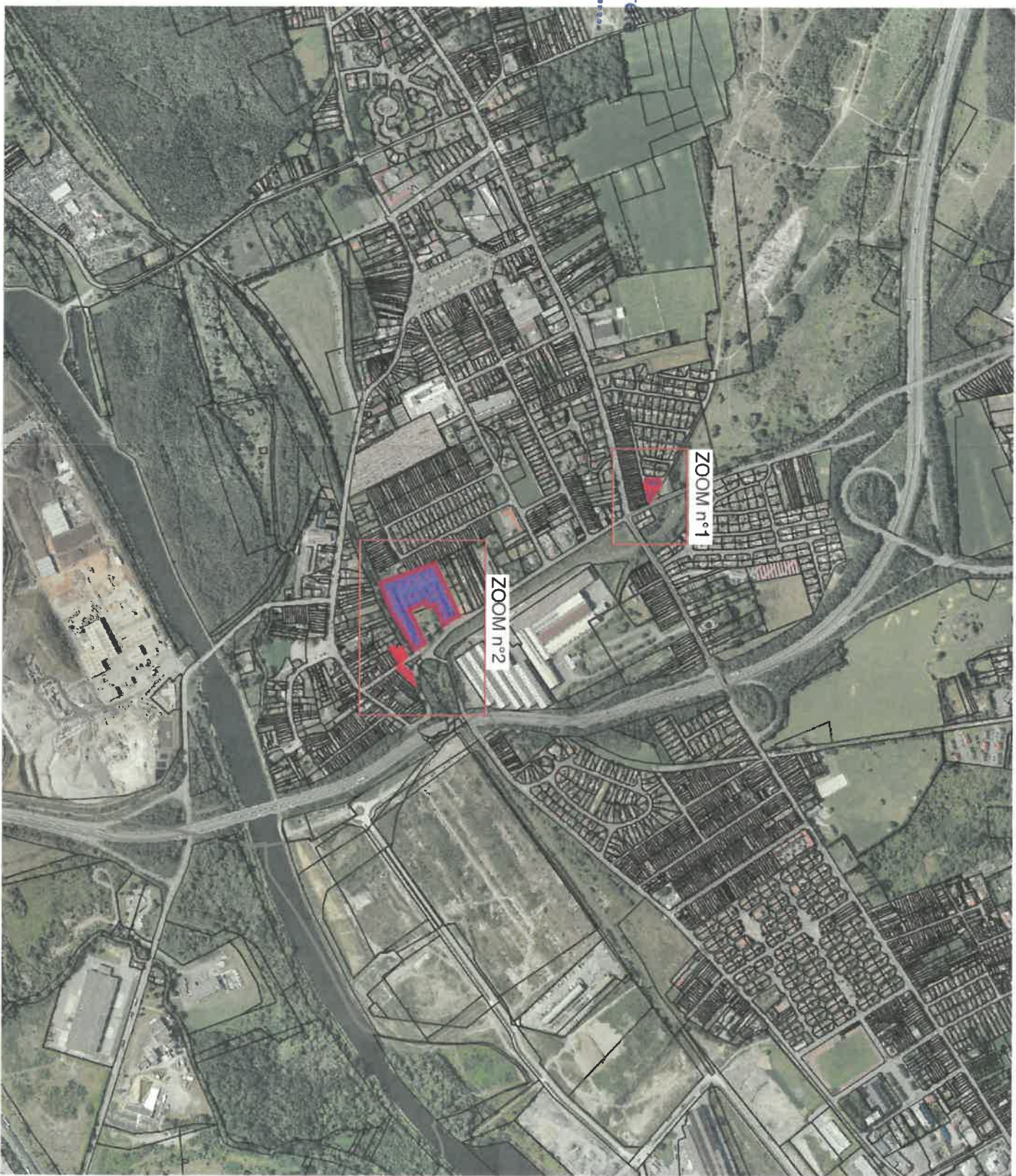

0 200 m
1 : 7205



Le Parc de Louches

Édité le 22/09/2020 par Christophe MICHENICZ

© DGFIP



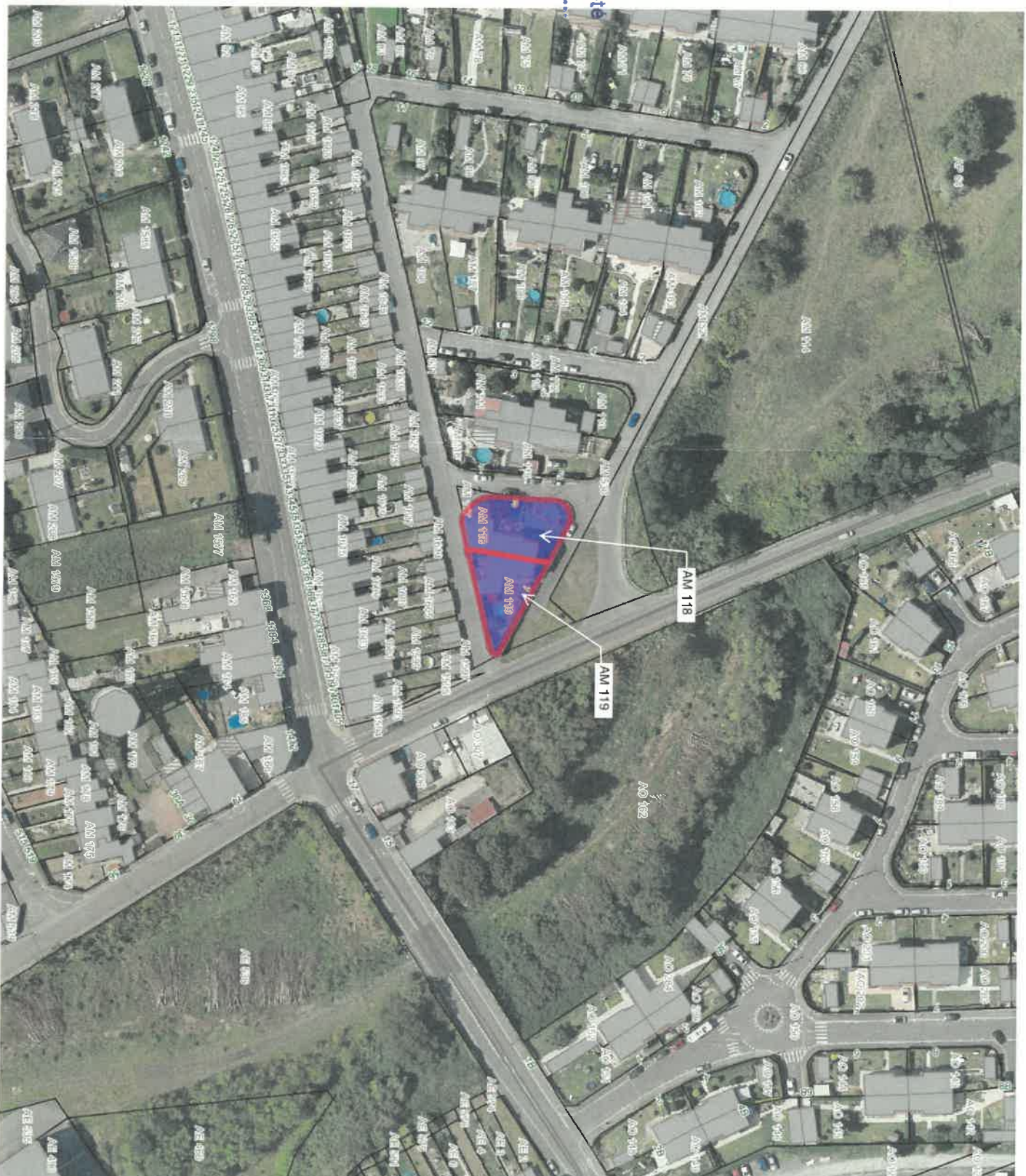
COMMUNE DE LOURCHES ZOOM n°1

- Numero de voirie
- Buildings
- Dur
 - Léger
 - Parcelle
 - Commune
- Parcelles concernées

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du **09-NOV-2020**



Edité le 22/09/2020 par Christophe MICKENICZ
© DGFIP



COMMUNE DE LOURCHES
ZOOM n°2

- Numero de voirie
- Batiments
 - Dur
 - Leger
- Parcelle
- Commune
- Parcelles concernées

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 09 NOV 2020



Édité le 22/09/2020 par Christophe MACKIEWICZ





**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Nord /
Direction départementale des territoires et de la mer du Nord
Service eau nature et territoires – Unité police de l'eau**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°1 modifiant l'arrêté préfectoral du 5 février 2014
concernant l'aménagement de bassins de pollution et de lutte contre les inondations
sur les communes d'Aubry-du-Hainaut et de Petite Forêt**

Réparation du bassin de réception des eaux usées et des eaux pluviales

Autorisation environnementale au titre du 1° de l'article L. 181-1 du Code de l'Environnement

Le Préfet de la région Hauts de France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article R.214-1, les articles L.181-1 et suivants, les articles R.181-1 et suivants et l'article R.181-47 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant M. Michel LALANDE, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord à compter du 4 mai 2016 ;

Vu le décret du 28 septembre 2016 par lequel la région issue du regroupement des régions Nord – Pas-de-Calais et Picardie est dénommée « Hauts-de-France » ;

Vu le décret du 27 août 2020 nommant M. Simon FETET, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre de l'article L. 214-3 II du Code de l'Environnement en date du 5 février 2014, concernant l'aménagement de bassins de pollution et de lutte contre les inondations sur les communes d'Aubry-du-Hainaut et de Petite Forêt ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 portant délégation de signature à M. Simon FETET, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu la demande du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Région d'Anzin, Raismes, Beuvrages, Aubry-du-Hainaut et Petite-Forêt, visant à effectuer des travaux de réparation sur le bassin de réception des eaux usées et des eaux pluviales, dont la réalisation a été autorisée par arrêté préfectoral du 5 février 2014, suite à des désordres constatés ;

Vu le rapport de Monsieur Jacky MANIA, Hydrogéologue agréé pour le département du Nord, en date du 09 avril 2018 ;

Vu le porter à connaissance au pétitionnaire du projet d'arrêté statuant sur sa demande en date du 7 septembre 2020 et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 18 septembre 2020 ;

Considérant que le bassin de réception des eaux usées et des eaux pluviales présente des désordres et doit être réparé, d'une part pour assurer la protection de la ressource en eau souterraine, d'autre part pour contribuer à atteindre les objectifs de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 ;

Considérant que la réalisation des travaux nécessite des prescriptions, au regard de leur contexte en périmètre de protection de captage d'eau potable (cf. annexe 1) ;

Considérant que les modifications apportées à l'arrêté préfectoral du 5 février 2014 sont notables mais non substantielles ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer et du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Région d'Anzin, Raismes, Beuvrages, Aubry-du-Hainaut et Petite-Forêt, dont le siège est situé en mairie de Raismes, dont l'adresse est Grand Place - 59590 RAISMES, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à réaliser sur les communes d'Aubry-du-Hainaut et de Petite-Forêt les travaux de reprise en sous-œuvre de la structure du bassin de réception des eaux usées et des eaux pluviales, dont la réalisation a été autorisée par arrêté préfectoral du 5 février 2014.

Article 2 – Définition des travaux

La solution retenue est un confortement par micropieux et rechargement du radier.

Un sur-radier est réalisé, permettant d'ajouter du poids à l'ouvrage, de rigidifier la structure et d'assurer l'étanchéité nécessaire au parfait fonctionnement de l'ouvrage.

Cette solution nécessite un certain nombre de travaux préparatoires, dont notamment :

- déposes diverses (clôtures, végétaux à conserver) ;
- travaux d'épuisement localisé de la nappe ;
- travaux de terrassement au-dessus et sur les flancs de l'ouvrage pour permettre la réalisation des contres voiles extérieurs ;
- la dépose de tous les équipements situés l'intérieur du bassin (pompes, clapets de chasses, sondes de mesures, hydroéjecteurs, escalier flottant, ...) ;
- la réalisation d'un accès particulier pour y descendre une machine à micropieux (par sciage d'une prédalle)
- la démolition du canal de rejet et d'une partie (70m²) de la voirie d'exploitation pour permettre les travaux de terrassement autour de l'ouvrage ;

Après réparation du bassin, ses équipements sont remis en service, les terrassements sont comblés, le canal de rejet, la voirie d'exploitation et les abords sont remis en état ainsi que les clotures.

Article 3 – Réalisation des travaux

Durant la phase de travaux, il convient de veiller à la mise en œuvre des mesures suivantes de façon à limiter les risques d'incident et d'impact sur les milieux naturels.

3.1 - Calendrier des travaux

Le bénéficiaire de l'autorisation avertira le service de police de l'eau, au moins quinze jours à l'avance, de la date de démarrage des travaux d'aménagement, de même en cas d'interruption et à la reprise du chantier (document type joint annexe 2).

3.2 - Emprise et gestion du chantier

Le chantier sera placé sous la responsabilité d'un chef de chantier qui veillera à la bonne réalisation des opérations et au respect des prescriptions du présent arrêté. Ce dernier sera responsable de la tenue d'un journal de chantier, qui sera tenu à disposition du Service de Police de l'Eau.

Les installations de chantier, le stockage des produits, du matériel de chantier, des déchets et des engins seront localisés en dehors des zones sensibles du secteur, hors périmètres de protection immédiats notamment, et seront installés sur des aires étanches.

Des sanitaires conformes à la législation en vigueur seront installés sur le chantier (installation d'un assainissement non collectif provisoire ou raccordement à un réseau collectif existant).

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'assurer en permanence, aux abords du chantier, le nettoyage des voies et accès, l'enlèvement des boues et déchets divers. Il sera procédé si nécessaire au lavage, en sortie de chantier, de tous les véhicules et engins de chantier ayant à emprunter les voies publiques.

Le chantier sera interdit au public ; un grillage dissuasif et une signalétique devront être maintenus en place durant toute la phase de travaux.

3.3 - Limitation des risques de pollution accidentelle

Le bénéficiaire de l'autorisation veillera au respect de toutes les précautions techniques d'utilisation de produits et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux.

Les vidanges, nettoyages et entretien des engins sont interdits en périmètres de protection de captage.

Les vidanges, nettoyages, entretien et ravitaillement des engins devront impérativement être réalisés sur des emplacements aménagés à cet effet : plate-forme étanche avec recueil des eaux dans un bassin ou un bac. Les produits de vidange sont recueillis et évacués en fûts fermés vers des décharges agréées.

Les matériaux utilisés (ciments, métaux, fibres et résines) répondent à l'attestation de conformité sanitaire (ACS). Les matériaux de remblai et de voirie doivent être inertes.

La production du béton hors du site sera privilégiée, elle sera limitée aux éléments qui ne peuvent pas être préfabriqués et sera implantée hors périmètre de protection immédiat.

Le stockage de produits polluants et dangereux dans l'emprise du chantier est limité aux quantités nécessaires à son bon déroulement.

Les zones de stockage des huiles et hydrocarbures seront rendues étanches et confinées (plate-forme étanche avec rebord ou container permettant de recueillir un volume liquide au moins équivalent à celui des cuves de stockages).

Une aire étanche sera aménagée pour le stockage des matériaux polluants, et sur laquelle stationneront les engins de chantier en dehors des heures de travail. Celle-ci sera aménagée pour intercepter toute pollution accidentelle.

La récupération et le stockage des substances toxiques seront effectués dans des bacs de rétention étanches et leur collecte par des entreprises spécialisées qui en assureront le transfert, le traitement et l'élimination. Aucun brûlis ne pourra avoir lieu sur le chantier.

Les produits issus des démolitions et des terrassements non réutilisés sur le chantier sont évacués dans une installation de traitement agréée. Dans l'emprise des périmètres de protection de captage, ceux en attente de réutilisation sont stockés sur des aires aménagées étanches.

Les déchets seront entreposés dans des bennes étanches en limitant des volumes et des quantités. La collecte, le tri et le stockage seront étroitement surveillés par le responsable de chantier.

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sera mis en place et sera accompagné d'une sensibilisation du personnel de chantier.

Les entreprises devront être équipées de kit anti-pollution.

En cas d'incident et de souillure accidentelle des sols (hydrocarbures, bitume, huiles, ...) la partie souillée devra être immédiatement terrassée et évacuée vers des sites de décharge appropriés.

Une alerte puis un rapport seront envoyés, dès que le bénéficiaire en a connaissance, au service en charge de la Police de l'eau, à l'Agence Régionale de Santé et au Syndicat intercommunal des Eaux du Valenciennois.

3.4 - Écoulement des eaux

L'écoulement naturel des eaux superficielles sera normalement assuré pendant les travaux ; il ne devra pas y avoir de lessivage de matériaux.

Les engins de chantier seront utilisés avec un soin particulier visant à minimiser les tassements de sols en dehors des sites qui pourraient accroître, lors de la période des travaux, l'imperméabilisation de ceux-ci et les ruissellements générés.

Le bénéficiaire de l'autorisation veillera par tout moyen à limiter la remise en suspension des terres environnantes induite par le projet et à limiter ainsi les risques pour l'environnement.

Article 4 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'autorise entre autres pas à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

Article 5 – Conformité du dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification notable ou substantielle apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Conformément à l'article R. 181-46 II, pour les modifications notables, s'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Pour les modifications substantielles définies à l'article R. 181-46 I, la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est nécessaire et soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

Article 6 – Transfert de l'autorisation à un autre bénéficiaire

I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

Elle comprend, outre les éléments prévus au II, des pièces justifiant les capacités techniques et financières du nouveau bénéficiaire.

S'il entend s'opposer au transfert, le préfet notifie son refus motivé dans le délai de deux mois, conformément à l'article R. 181-47.

Article 7 – Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'autorisation de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Elle ne vaut entre autres pas :

- dérogation aux interdictions d'atteinte aux espèces protégées au titre du 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement ;
- autorisation au titre du Code de la Santé Publique ;
- permission au titre des Codes de la route et de la Voirie routière.

Les présents travaux et l'exploitation des ouvrages existant ne préjugent pas non plus de la conformité de l'agglomération d'assainissement à l'arrêté du 21 juillet 2015.

Article 8 – Autres dispositions de l'arrêté du 5 février 2014

Les prescriptions des articles 1, 2, 4 à 7, 8 et 10 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2014 sont inchangées.

Article 9 – Recours

Conformément à l'article L. 181-7 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- 1° Par le bénéficiaire de l'autorisation, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Article 10 – Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Un exemplaire sera affiché en mairies de Aubry-du-Hainaut et Petite-Forêt pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins des maires à l'unité police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer du Nord (62 boulevard de Belfort, CS 90007, 59042 Lille Cedex).

Article 11 – Exécution et diffusion de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté complémentaire qui sera notifié au Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Région d'Anzin, Raismes, Beuvrages, Aubry-du-Hainaut et Petite-Forêt et dont copie sera adressée, par la direction départementale des territoires et de la mer du Nord :

- au sous-préfet de Valenciennes,
- aux maires d'Aubry-du-Hainaut et de Petite-Forêt,
- au directeur général de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France,
- au président du Syndicat intercommunal des Eaux du Valenciennois (SEV),
- au président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Scarpe Aval

Fait à Lille, le

22 OCT. 2020

Pour le préfet du Nord et par délégation,
Le secrétaire général par suppléance



Nicolas VENTRE

Annexe 1 : Périmètres de protection de captage d'eau potable dans le périmètre des bassins

Annexe 2 : Document type de transmission de démarrage des travaux

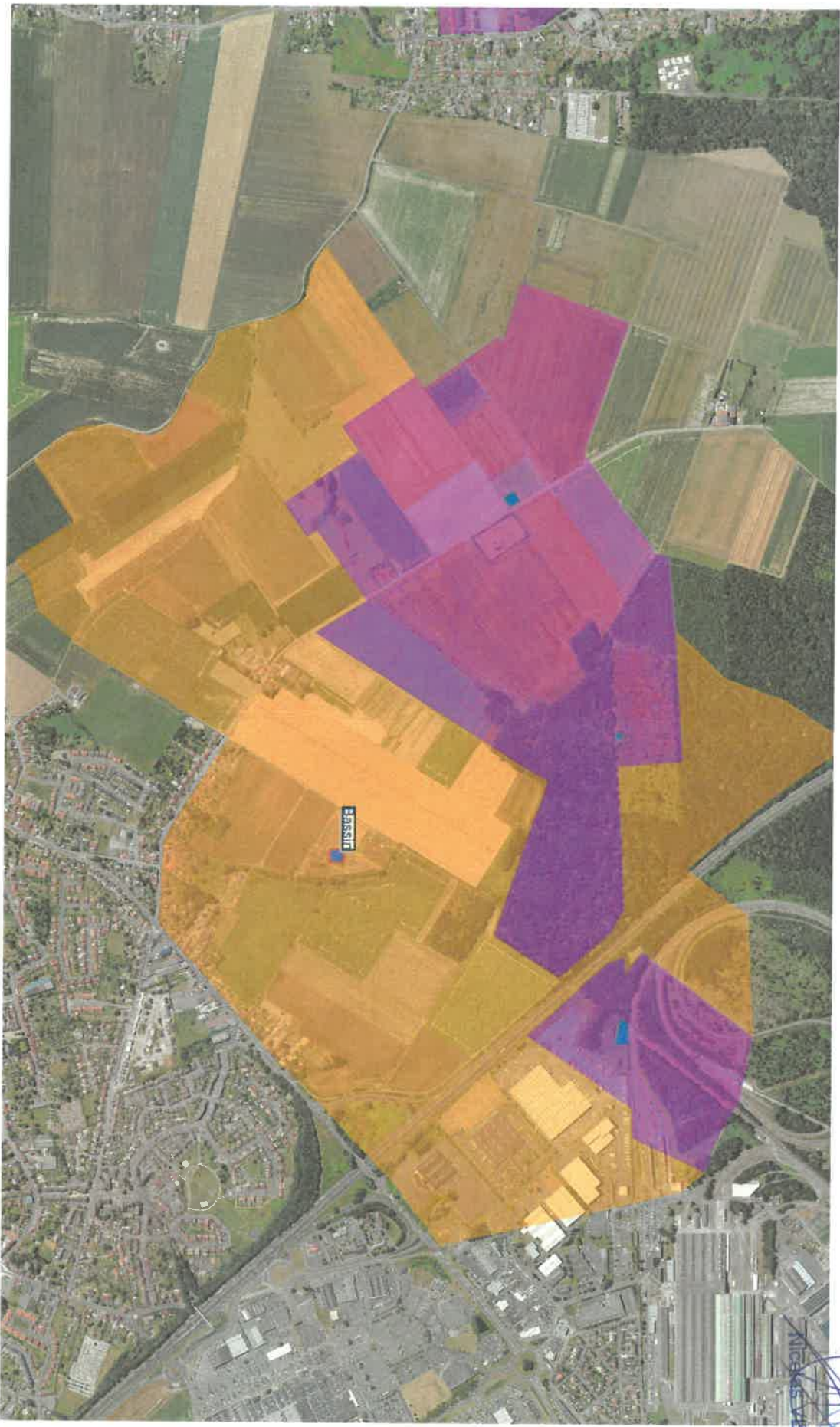
MU POUR ETRE ANNEXE à mon acte
en date du

22 OCT. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général suppléant

Annexe 1

MIRAS VENTRE



 Périmètre de protection immédiat

 Périmètre de protection rapproché

 Périmètre de protection éloigné

22 OCT. 2020

22

22

Nicolas VENTRE,

Annexe 2

DOCUMENT A ENVOYER IMPÉRATIVEMENT AU SERVICE EN CHARGE DE LA POLICE DE L'EAU

**« Bassins de pollution et de lutte contre les inondations
sur les communes d'Aubry-du-Hainaut et de Petite Forêt
Réparation du bassin de réception des eaux usées et des eaux pluviales »**

**Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Région d'Anzin, Raismes, Beuvrages,
Aubry-du-Hainaut et Petite-Forêt (SIARB)**

Le SIARB déclare :

- le démarrage (ou le redémarrage) des travaux à la date du
- l'interruption des travaux à la date du
- l'achèvement des ouvrages à la date du

Ce document est à communiquer au service en charge de la police de l'eau à chaque phase de travaux (démarrage, interruption, reprise et achèvement)

à retourner dûment complété à :

DDTM du Nord
Service Eau Nature et Territoires – Unité Police de l'Eau
62, boulevard de Belfort
CS 90007
59042 LILLE cedex
ddtm-sent@nord.gouv.fr

Mission Inspection Contrôle Audit Évaluation

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

**Arrêté préfectoral portant renouvellement des membres du Conseil Départemental
De la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative**

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 227- 4 à L. 227-11 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 modifié, relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment son article 29 ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-1464 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant M. Michel LALANDE, Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord ;

Vu le décret du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 27 août 2020 nommant Monsieur Simon FETET, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté du 1^{er} ministre en date du 3 juillet 2018, nommant Monsieur Emmanuel RICHARD, directeur départemental de la cohésion sociale du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Simon FETET, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu la proposition du Conseil Départemental du Nord en date du 8 septembre 2020 ;

Vu la proposition de l'Association des Maires du Nord en date du 11 septembre 2020 ;

Vu les réponses aux consultations réalisées par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Nord auprès des organismes concernés ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Nord et du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale du Nord :

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'assemblée plénière et la formation spécialisée du conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative sont présidées par le préfet ou son représentant.

Article 2 - L'assemblée plénière, outre son président, comprend :

1°) Au titre des services déconcentrés de l'État :

- Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale du Nord ou son représentant ;
- Un inspecteur de la Jeunesse et des Sports ;
- Un professeur de Sports ;
- Un conseiller d'Éducation Populaire et de Jeunesse ;
- La Directrice Régionale des Affaires Culturelles ou son représentant ;
- La Directrice Territoriale du service de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Nord ou son représentant ;
- L'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Nord ou son représentant ;
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord ou son représentant ;
- Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du Nord ou son représentant.

2°) Au titre des représentants des organismes assurant à l'échelon départemental la gestion des prestations familiales :

- Pour la Caisse d'Allocations Familiales du Nord, Monsieur Patrick BAILLEAU ou son suppléant, Monsieur Pierre DESSAUVAGES.

3°) Au titre des représentants des collectivités territoriales :

- Pour le Conseil Départemental du Nord : Madame Martine ARLABOSSE, conseillère départementale ou sa suppléante, Madame Brigitte ASTRUC, conseillère départementale ;
- Pour l'Association des Maires du Nord : Monsieur Eddie DEFEVERE, Maire de STAPLE ou son suppléant, Monsieur Philippe BAUDRIN, Maire de MAING.

4°) Au titre des représentants de la jeunesse engagée :

- Madame Clara DUBOIS, réseau militant Action contre la Faim ;
- Monsieur Sébastien DUBART, dirigeant associatif.

5°) Au titre des représentants des associations et mouvements de jeunesse et d'éducation populaire agréés :

- Pour la Fédération Laïque des Associations Socio-Éducatives du Nord : Monsieur Sébastien BRIOUL ; Suppléant : Monsieur Maxime SARAIVA ;
- Pour l'Union française des Centres de Vacances: Monsieur Yannick VANACKER ; Suppléant : Monsieur Gauthier HERBOMEL ;
- Pour le Centre d'entraînement aux Méthodes d'Éducation Active: Madame Anne LERNON ; suppléant : Monsieur Alexis DEMONCHEAUX.

6°) Au titre des représentants des associations familiales et des associations ou groupements de parents d'élèves :

- Pour l'Union Départementale des Associations Familiales du Nord : Monsieur Alain CROIX ; suppléante : Monsieur Henri DELBARRE ;
- Pour la Fédération Laïque des Conseils de Parents d'Élèves du Nord : Monsieur Jean-Yves GUEANT ; suppléante : Madame Romy RATANGA.

7°) Au titre des représentants des associations sportives :

- Pour le Comité Départemental de Volley Ball du Nord : Monsieur Eric SAGOT ;
- Pour l'Union Nationale du Sport Scolaire Nord : Monsieur Francisco RODRIGUEZ ;
- Pour le Comité Départemental Olympique et sportif : Monsieur Pierre MARKEY.

8°) Au titre des représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs les plus représentatives au niveau national intervenant dans le domaine du sport, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative :

- Pour la Confédération Française Démocratique du Travail – Fédération S3C : Philippe BRICHE
- Pour le Conseil Social du Mouvement Sportif (COSMOS): Madame Sandrine LEMEITER ;
- Pour le Syndicat d'Éducation Populaire – Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) : Monsieur René COTTENYE ;
- Pour le Conseil National des employeurs associatifs : Madame Mériem AMOURI.

Article 3 - La formation spécialisée chargée d'émettre les avis d'interdiction, prévus aux articles L. 227-10 et L. 227-11 du code de l'action sociale et des familles et à l'article L. 212-13 du code du sport, outre son président, comprend :

1°) Collège des représentants des services déconcentrés de l'État et des organismes assurant, à l'échelon départemental, la gestion des prestations familiales :

- Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale du Nord ou son représentant ;
- Un inspecteur de la Jeunesse et des Sports ;
- Un professeur de Sports ;
- Un conseiller d'Éducation Populaire et de Jeunesse ;
- La Directrice Régionale des Affaires Culturelles ou son représentant ;
- La Directrice Territoriale du service de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Nord ou son représentant ;
- L'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Nord ou son représentant ;
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord ou son représentant ;
- Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du Nord ou son représentant ;
- Pour la Caisse d'Allocations Familiales du Nord, Monsieur Patrick BAILLEAU ou son suppléant, Monsieur Pierre DESSAUVAGES.

2°) Collège des représentants des associations de jeunesse et des associations sportives :

- Pour la Fédération Laïque des Associations Socio-Éducatives du Nord : Monsieur Sébastien BRIOUL ; Suppléant : Monsieur Maxime SARAIVA ;
- Pour l'Union française des Centres de Vacances: Monsieur Yannick VANACKER ; Suppléant : Monsieur Gauthier HERBOMEL ;
- Pour le Centre d'entraînement aux Méthodes d'Éducation Active : Madame Anne LERNON ; suppléant : Monsieur Alexis DEMONCHEAUX ;
- Pour le Comité Départemental de Volley Ball du Nord : Monsieur Eric SAGOT ;
- Pour l'Union Nationale du Sport Scolaire Nord : Monsieur Francisco RODRIGUEZ ;
- Pour le Comité Départemental Olympique et sportif : Monsieur Pierre MARKEY.

3°) Collège des organisations syndicales de salariés et d'employeurs exerçant dans les domaines du sport, de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative et des accueils collectifs de mineurs :

- Pour la Confédération Française Démocratique du Travail – Fédération S3C : Monsieur Philippe BRICHE ;
- Pour le Conseil Social du Mouvement Sportif (COSMOS) : Madame Sandrine LEMEITER ;
- Pour le Syndicat d'Éducation Populaire – Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) : Monsieur René COTTENYE ;
- Pour le Conseil National des employeurs associatifs : Madame Mériem AMOURI

4°) Collège des associations familiales et des associations ou groupement de parents d'élèves :

- Pour l'Union Départementale des Associations Familiales du Nord : Monsieur Alain CROIX ; suppléante : Monsieur Henri DELBARRE ;
- Pour la Fédération Laïque des Conseils de Parents d'Élèves du Nord : Monsieur Jean-Yves GUEANT ; suppléante : Madame Romy RATANGA.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Nord.

Fait à Lille, le ^{me} 8 DEC. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général



Simon FETET



RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R32 – 2020 – 435 septies

PUBLIE LE 07 DECEMBRE 2020

SOMMAIRE

État-major interministériel de défense et de sécurité zone nord

Arrêté zonal portant application de mesures propres à limiter l'ampleur et les effets de la pointe de pollution de l'air ambiant sur la population dans le département du Nord.



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté portant application de mesures propres à limiter l'ampleur
et les effets de la pointe de pollution de l'air ambiant
sur la population des départements du Nord et du Pas-de-Calais**

- Vu** le code pénal ;
- Vu** le code de la santé publique ;
- Vu** le code de la défense ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 221-1 à L. 226-11, R. 221-1 à R. 226-14 ;
- Vu** le code de la route, notamment ses articles L.325-1 à L.325-3, R.411-5 et R.411-19 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 21 avril 2016 portant nomination de monsieur Michel Lalande en qualité de préfet de la région Nord – Pas-de-Calais – Picardie, préfet de zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;
- Vu** l'arrêté inter-ministériel du 7 avril 2016 modifié relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;
- Vu** l'arrêté du 19 avril 2017 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 27 mars 2014 portant approbation du Plan de Protection de l'Atmosphère pour la région Nord - Pas-de-Calais ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 mars 2017 portant approbation de la disposition spécifique ORSEC relative à la gestion des épisodes de pollution de l'air ambiant au sein de la Zone de Défense et de Sécurité Nord ;
- Vu** l'arrêté interdépartemental du 5 juillet 2017 relatif à la procédure d'information et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant en région Hauts-de-France ;
- Vu** le bulletin du 07 décembre 2020 établi par ATMO Hauts-de-France, association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air, prévoyant la persistance d'un épisode de pollution aux particules (PM10) dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;

Considérant que lorsque intervient une situation de crise quelle qu'en soit l'origine, de nature à porter atteinte à la santé des personnes ou à l'environnement, et que cette situation ou ces événements peuvent avoir des effets dépassant le cadre d'un département, il appartient au préfet de zone de défense et de sécurité de prendre les mesures de police administrative nécessaires à l'exercice de ses pouvoirs de coordination, en application de l'article R.122-8 du code de la sécurité intérieure ;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre des mesures visant à réduire les émissions de polluants dans l'atmosphère et à en limiter les effets sur la santé humaine et l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

Article 1 : Mesure applicable au secteur industriel :

- mise en œuvre des mesures de "premier niveau d'alerte pour les particules (PM10)" fixées dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation des établissements ICPE concernés et qui font l'objet de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Mesures applicables au secteur résidentiel, dans les espaces verts et jardins publics :

- interdiction totale de la pratique du brûlage à l'air libre des déchets verts
- report des travaux d'entretien ou de nettoyage effectués par la population ou les collectivités territoriales avec des outils non électriques (tondeuses, taille-haie...) ou des produits à base de solvants organiques (white-spirit, peinture, vernis décoratifs, produits de retouche automobile...).

Article 3 : Mesure applicable au secteur agricole :

- interdiction de la pratique de l'écobuage et les opérations de brûlage à l'air libre des sous-produits agricoles.

Article 4 : Les dispositions définies par le présent arrêté sont applicables dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais du 07/12/20 à 18h00 jusqu'au 08/12/20 à 23h59.

Le présent arrêté pourra être reconduit en fonction de l'actualisation des prévisions.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté pourra être constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Les préfets des départements du Nord et du Pas-de-Calais, le préfet délégué pour la défense et la sécurité, le secrétaire général de la préfecture du Nord, le directeur régional de l'alimentation et de l'agriculture et de la forêt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les présidents des conseils départementaux du Nord et du Pas-de-Calais, les directeurs de la sécurité publique du Nord et du Pas-de-Calais, les colonels commandant les groupements de gendarmerie du Nord et du Pas-de-Calais, le directeur

zonal des CRS, les directeurs de la DIR Nord et de la SANEF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 07 décembre 2020

Le préfet de zone
de défense et de sécurité Nord

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Conformément aux dispositions des articles R 421.-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.



RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R32 – 2020 – 435 octies

PUBLIE LE 07 DECEMBRE 2020

SOMMAIRE

État-major interministériel de défense et de sécurité zone nord

- Arrêté n° 1/07/12/2020 portant réglementation de la circulation routière .



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture de la zone de défense
et de sécurité Nord**

**Arrêté n° 1/07/12/2020
portant réglementation de la circulation routière**

**Le Préfet de zone de défense et de sécurité Nord
Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de monsieur Michel LALANDE en qualité de préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 5 février 2020 portant nomination de madame Anne CORNET en qualité de préfète déléguée pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2018 relatif à la gestion des événements zonaux de circulation routière en zone de défense et de sécurité Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2019 relatif à la gestion des effets du Brexit sur la circulation routière en zone de défense et de sécurité Nord ;

Considérant les prévisions de forte densité de trafic à l'approche des plateformes transmanche du Calais, les perturbations qui peuvent en découler, notamment les difficultés d'accès vers les ports de Calais et Dunkerque et le tunnel sous-la-Manche (Getlink) depuis les autoroutes A16 et A26, et la nécessité d'assurer la sécurité de la circulation routière dans l'intérêt de l'ordre public ;

Considérant le passage en posture organisationnelle d'alerte du plan gestion des événements zonaux de circulation routière en zone de défense et de sécurité Nord le 7 décembre 2020 à 17h30 ;

Sur proposition de M. le contrôleur général, chef d'état-major interministériel de la zone de défense et de sécurité Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Un dispositif de stockage des véhicules affectés au transport de marchandises, dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 7,5 tonnes, est mis en place sur une voie de circulation et sera activé en tant que de besoin :

- dans le département Nord :
 - sur l'autoroute A16 dans le sens Belgique vers Paris :
 - entre les PR 136+100 et PR 126+100, sur voie de gauche (ZS - A16 - Belgique/Paris - 59 GHYVELDE) ;
- dans le département du Pas-de-Calais :
 - sur l'autoroute A16 dans le sens Belgique vers Paris :
 - entre les PR 104+500 et PR 98, sur voie de droite (BREXIT - ZS A16 - Belgique/Paris - 62 ST-FOLQUIN) ;
 - sur l'autoroute A26 dans le sens Reims vers Calais :
 - entre les PR 32 et PR 18, sur voie de gauche (ZS - A16 - Reims/Calais - 62 SETQUES).

Article 2

Sur les portions d'axes routiers mentionnés à l'article 1 :

- les manœuvres de dépassement sont interdites ;
- la vitesse des véhicules est limitée à 70 km/h au droit des zones de stockage des poids lourds.

Article 3

Les véhicules concernés par les dispositions de l'article 1 peuvent être interceptés, stockés par les forces de sécurité, ou faire l'objet d'une mesure de retournement, dans les conditions prévues par le plan de gestion des événements zonaux de circulation routière en zone de défense et de sécurité Nord.

Article 4

Un dispositif de déviation obligatoire des véhicules affectés au transport de marchandises, dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 7,5 tonnes, et circulant en provenance de la Belgique à destination du Royaume-Uni, est mis en place à l'intersection des routes départementales RD601 et RD947 sur la commune de Ghyvelde (59) et depuis la route départementale RD60 vers la RD947, sur la commune de Bray-Dunes (59), et sera activé en tant que de besoin.

Article 5

Les véhicules concernés par les dispositions de l'article 4 du présent arrêté sont orientés en direction de l'autoroute A16 par les forces de sécurité.

Article 6

Un dispositif de déviation obligatoire des véhicules affectés au transport de marchandises, dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 7,5 tonnes, et circulant à destination du Royaume-Uni, est mis en place au niveau de l'échangeur n°57 de l'autoroute A16 (jonction A16/RN225) et sera activé en tant que de besoin.

Article 7

Les véhicules concernés par les dispositions de l'article 6 du présent arrêté sont orientés vers la route nationale RN225 et l'autoroute A25 pour rejoindre Calais ou Loon-Plage via les routes départementales RD37, RD916, RD642, RD942 et l'autoroute A26.

Article 8

Un dispositif de déviation obligatoire des véhicules affectés au transport de marchandises, dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 7,5 tonnes, et circulant à destination du Royaume-Uni, est mis en place à l'intersection des routes nationale RN316 et départementale RD601 sur la commune de Loon-Plage (59) et sera activé en tant que de besoin.

Article 9

Les véhicules concernés par les dispositions de l'article 8 du présent arrêté sont orientés en direction de l'autoroute A16 par les forces de sécurité.

Article 10

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas :

- aux véhicules et engins de secours et d'intervention ;
- aux véhicules habilités des services publics ;
- aux véhicules des gestionnaires du réseau routier ;
- aux véhicules des entreprises travaillant pour le compte des gestionnaires du réseau routier ;
- aux véhicules de dépannage et de remorquage agréés sur le réseau routier ;
- aux convois de poids lourds escortés par les forces de l'ordre ;
- aux véhicules affectés au transport de marchandises dangereuses ;
- aux véhicules de transport de voyageurs et d'animaux vivants.

Article 11

Les dispositions définies par le présent arrêté prennent effet à compter du 7 décembre 2020 à 20 h00 et seront levées en fonction des conditions de circulation sur décision préfectorale.

Article 12

Les préfets des départements du Nord et du Pas-de-Calais, les présidents de conseils départementaux du Nord et du Pas-de-Calais, les colonels commandant les groupements de gendarmerie départementaux du Nord, du Pas-de-Calais, le directeur zonal des CRS, les directeurs de la DIR Nord et de SANEF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 13

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de chacun des départements concernés et copie en sera adressée aux services mentionnés à l'article 12.

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

Le préfet de zone et par délégation
La préfète déléguée pour la défense et la sécurité



Anne CORNET

Conformément aux dispositions des articles R 421.-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59017 Lille

Délibération n° 1
Conseil d'Administration du CROUS de Lille
du 7 décembre 2020

Portant sur l'approbation du procès-verbal de la réunion du 16 octobre 2020

Article 1 :

Le Conseil d'administration approuve le procès-verbal de la réunion du 16 octobre 2020

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

Détail du vote

Quorum exigé : 9
Membres présents : 16
Membres représentés : 4
Votants : 20

Pour : 18
Contre :
Abstention : 2



Délibération n° 2
Conseil d'Administration du CROUS de LILLE
du 7 décembre 2020

Budget rectificatif n°2 - 2020

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,

Article 1 : Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 826 ETPT, dont 810 ETPT sous plafond et 16 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 66 022 259 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 26 290 000 € personnel
 - 33 149 129 € fonctionnement
 - 6 583 130 € investissement
- 64 337 515 € de crédits de paiement dont :
 - 26 290 000 € personnel
 - 27 580 812 € fonctionnement
 - 10 466 703 € investissement
- 61 741 225 € de prévisions de recettes
- - 2 596 290 € de solde budgétaire

Article 2 : Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 2 616 290 € de variation de trésorerie
- 259 332 € de résultat patrimonial
- 1 114 332 € de capacité d'autofinancement
- - 1 010 582 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Fait à LILLE le 07/12/2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CAPUJ

| Détail du vote | |
|-------------------------|----------------|
| Quorum exigé : 9 | Pour : 19 |
| Membres présents : 16 | Contre : |
| Membres représentés : 4 | Abstention : 1 |
| Votants : 20 | |

BUDGET RECTIFICATIF N°2 2020 - CROUS DE LILLE
TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

| | Sous plafond LFI (a) | Hors plafond LFI (b) | Plafond organisme (= a + b) |
|--|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT | 810 | 16 | 826 |

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :

| |
|-----|
| 826 |
|-----|

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme \(décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme\) et des autres dépenses de personnel](#)

| | EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI | | EMPLOIS HORS PLAFOND LFI | | PLAFOND ORGANISME | |
|---|--------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|
| | ETPT | Dépenses de personnel * | ETPT | Dépenses de personnel * | ETPT | Dépenses de personnel * |
| TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4) | 791 | 25 961 250 | 7 | 78 750 | 798 | 26 290 000 |
| 1 - TITULAIRES | 258 | 6 949 865 | | | 258 | 6 949 865 |
| * Titulaires Etat | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| * Titulaires organisme (corps propre) | 258 | 6 949 865 | | | 258 | 6 949 865 |
| 2 - CONTRACTUELS | 533 | 19 011 385 | 0 | 0 | 533 | 19 011 385 |
| * Contractuels de droit public | 533 | 19 011 385 | 0 | 0 | 533 | 19 011 385 |
| øCDI | 412 | 14 251 213 | | | 412 | 14 251 213 |
| øCDD | 121 | 4 760 172 | 0 | 0 | 121 | 4 760 172 |
| . Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| * Contractuels de droit privé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| øCDI | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| øCDD | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3 - CONTRATS AIDES | | | 7 | 78 750 | 7 | 78 750 |
| 4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...) | | | | | | 250 000 |

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité](#)
(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

| | EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS | |
|---|---|--------------------------|
| | ETPT ** | Dépenses de personnel ** |
| EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6) | 0 | 0 |
| 5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME | 0 | 0 |
| 6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME | 0 | 0 |

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme](#)
(Mise à disposition entrantes)

| | EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS | |
|--|---|--------------------------------|
| | ETPT *** | Dépenses de fonctionnement *** |
| EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8) | 2 | 60 000 |
| 7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME | 2 | 60 000 |
| 8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME | 0 | 0 |

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

BUDGET RECTIFICATIF N°2 2020 - CROUS DE LILLE
TABLEAU 2
Autorisations budgétaires Budget rectificatif n°2 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| DEPENSES | | | | | | | | | RECETTES | | | | |
|---|-------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|--|--------------------|-------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--|--|
| | Montants Budget Initial | | Montants Budget rectificatif n°1 | | Montants Budget rectificatif n°2 | | Ecart entre le budget rectificatif n°2 et le budget rectificatif n°1 | | Montants Budget Initial | Montants Budget rectificatif n°1 | Montants Budget rectificatif n°2 | Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget rectificatif n°2 | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | | | | |
| Personnel | 26 500 000 | 26 500 000 | 26 290 000 | 26 290 000 | 26 290 000 | 26 290 000 | - | - | 55 969 381 | 55 405 744 | 54 155 744 | - 1 250 000 | Recettes globalisées |
| <i>dont contributions empl. CAS Pension</i> | - | - | - | - | - | - | - | - | 13 490 381 | 19 943 193 | 19 893 193 | - 50 000 | Subvention pour charges de service public |
| Fonctionnement | 22 251 489 | 28 990 489 | 33 623 070 | 29 190 953 | 33 149 129 | 27 580 812 | - 473 941 | - 1 610 141 | - | - | - | - | Autres financements de l'Etat |
| Denrées alimentaires | 4 714 000 | 4 714 000 | 3 360 400 | 3 360 400 | 2 960 400 | 2 960 400 | - 400 000 | - 400 000 | 1 200 000 | 1 406 551 | 1 406 551 | - | Fiscalité affectée |
| Loyers et charges versées | 3 122 000 | 9 326 000 | 8 743 700 | 9 326 000 | 9 479 900 | 9 326 000 | 736 200 | - | 449 000 | 599 000 | 599 000 | - | Autres financements publics |
| Viabilisation | 5 484 000 | 5 484 000 | 5 484 000 | 5 484 000 | 5 484 000 | 5 484 000 | - | - | 40 830 000 | 33 457 000 | 32 257 000 | - 1 200 000 | Recettes propres |
| Entretien - Equipement | 3 460 989 | 3 392 989 | 3 470 989 | 3 402 989 | 3 410 848 | 3 292 848 | - 60 141 | - 110 141 | | | | | |
| Frais généraux | 3 897 500 | 4 300 500 | 10 171 050 | 5 072 290 | 9 721 050 | 4 572 290 | - 450 000 | - 500 000 | | | | | |
| Participations financières | 1 573 000 | 1 773 000 | 2 392 931 | 2 545 274 | 2 092 931 | 1 945 274 | - 300 000 | - 600 000 | | | | | |
| Intervention | - | - | - | - | - | - | | | | | | | |
| Investissement | 7 091 000 | 13 092 000 | 7 583 130 | 14 556 703 | 6 583 130 | 10 466 703 | - 1 000 000 | - 4 090 000 | | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES AE (A) | 55 842 489 | 68 582 489 | 67 496 200 | 70 037 656 | 66 022 259 | 64 337 515 | - 1 473 941 | - 5 700 141 | 66 223 381 | 67 981 225 | 61 741 225 | - 6 240 000 | TOTAL DES RECETTES (C) |
| CP (B) | | | | | | | | | | | | | |
| SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B) | - | - | - | - | - | - | | | 2 359 108 | 2 056 431 | 2 596 290 | - 539 859 | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C) |

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

BUDGET RECTIFICATIF N°2 2020 - CROUS DE LILLE
TABLEAU 4
Equilibre financier Budget rectificatif n°2 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| BESOINS | | | | | FINANCEMENTS | | | | |
|---|-------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---|-------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---|---|
| | Montants Budget initial | Montants Budget rectificatif n°1 | Montants Budget rectificatif n°2 | Ecarts entre le budget rectificatif n°1 et le budget rectificatif n°2 | Montants Budget initial | Montants Budget rectificatif n°1 | Montants Budget rectificatif n°2 | Ecarts entre le budget rectificatif n°1 et le budget rectificatif n°2 | |
| Solde budgétaire (déficit) (D2)* | 2 359 108 | 2 056 431 | 2 596 290 | 539 859 | - | - | - | - | Solde budgétaire (excédent) (D1)* |
| <i>dont Budget Principal</i> | 2 359 108 | 2 056 431 | 2 596 290 | 539 859 | - | - | - | - | <i>dont Budget Principal</i> |
| <i>dont Budget Annexe</i> | - | - | - | - | - | - | - | - | <i>dont Budget Annexe</i> |
| Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1) | 2 400 000 | 2 400 000 | 2 000 000 | - 400 000 | 2 400 000 | 2 400 000 | 2 000 000 | - 400 000 | Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2) |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** | 8 798 590 | 19 307 500 | 21 807 500 | 2 500 000 | 8 818 590 | 19 327 500 | 21 787 500 | 2 460 000 | Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** |
| Autres décaissements non budgétaires (e1) | 21 800 000 | 12 800 000 | 12 000 000 | - 800 000 | 21 000 000 | 12 000 000 | 12 000 000 | - | Autres encaissements non budgétaires (e2) |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1) | 35 357 698 | 36 563 931 | 38 403 790 | 1 839 859 | 32 218 590 | 33 727 500 | 35 787 500 | 2 060 000 | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2) |
| ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1) | - | - | - | 220 141,00 | 3 139 108,00 | 2 836 431,00 | 2 616 290,00 | - | PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2) |
| <i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i> | 405 078 | - | - | 1 313 077 | - | 678 489 | 1 324 447 | - | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i> |
| <i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i> | - | - | - | 866 099 | 3 139 108 | 2 157 942 | 1 291 843 | - | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i> |
| TOTAL DES BESOINS (1) + (I) | 35 357 698 | 36 563 931 | 38 403 790 | 2 060 000 | 35 357 698 | 36 563 931 | 38 403 790 | 2 060 000 | TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II) |

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

BUDGET RECTIFICATIF N°2 2020 - CROUS DE LILLE
TABLEAU 6
Situation patrimoniale Budget rectificatif n°2 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Montants Budget | | | | Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget rectificatif n°2 | PRODUITS | Montants Budget | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | initial | rectificatif n°1 | rectificatif n°2 | rectificatif n°2 | | | initial | rectificatif n°1 | rectificatif n°2 | rectificatif n°2 | |
| Personnel | 25 100 000 | 24 890 000 | 24 890 000 | - | - | Subventions de l'Etat | 13 996 870 | 20 449 682 | 19 889 541 | - | 560 141 |
| <i>dont charges de pensions civiles*</i> | - | - | - | - | - | Fiscalité affectée | 1 200 000 | 1 406 551 | 1 406 551 | - | - |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 36 395 489 | 36 595 953 | 34 985 812 | - 1 610 141 | - | Autres subventions | 49 000 | 399 000 | 399 000 | - | - |
| Intervention (le cas échéant) | - | - | - | - | - | Autres produits | 47 013 052 | 39 640 052 | 38 440 052 | - | 1 200 000 |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 61 495 489 | 61 485 953 | 59 875 812 | - 1 610 141 | - | TOTAL DES PRODUITS (2) | 62 258 922 | 61 895 285 | 60 135 144 | - | 1 760 141 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | 763 433 | 409 332 | 259 332 | - | - | Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2) | - | - | - | - | 150 000 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 62 258 922 | 61 895 285 | 60 135 144 | - 1 610 141 | - | TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 62 258 922 | 61 895 285 | 60 135 144 | - | 1 610 141 |

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

| | Montants Budget initial | Montants Budget rectificatif n°1 | Montants Budget rectificatif n°2 | Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget rectificatif n°2 |
|---|-------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (4)) | 763 433 | 409 332 | 259 332 | - 150 000 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 6 155 000 | 6 155 000 | 6 155 000 | - |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 300 000 | 300 000 | 300 000 | - |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | - | - | - | - |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | - | - | - | - |
| - quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | - |
| = capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF) | 1 618 433 | 1 264 332 | 1 114 332 | - 150 000 |

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Montants Budget | | | | Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget rectificatif n°2 | RESSOURCES | Montants Budget | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | initial | rectificatif n°1 | rectificatif n°2 | rectificatif n°2 | | | initial | rectificatif n°1 | rectificatif n°2 | rectificatif n°2 |
| Insuffisance d'autofinancement | 0 | 0 | 0 | 150 000 | 150 000 | Capacité d'autofinancement | 1 618 433 | 1 264 332 | 1 114 332 | 0 |
| Investissements | 13 092 000 | 14 556 703 | 10 466 703 | -4 090 000 | -4 090 000 | Financement de l'actif par l'État | 10 426 000 | 12 131 789 | 8 341 789 | -3 790 000 |
| | | | | | | Financement de l'actif par des tiers autres que l'État | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | Autres ressources | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement des dettes financières | 2 400 000 | 2 400 000 | 2 400 000 | 0 | 0 | Augmentation des dettes financières | 2 400 000 | 2 400 000 | 2 400 000 | 0 |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 15 492 000 | 16 956 703 | 12 866 703 | -3 940 000 | -3 940 000 | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 14 444 433 | 15 796 121 | 11 856 121 | -3 790 000 |
| Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5) | 0 | 0 | 0 | 150 000 | 150 000 | Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6) | 1 047 567 | 1 160 582 | 1 010 582 | 0 |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | Montants Budget initial | Montants Budget rectificatif n°1 | Montants Budget rectificatif n°2 | Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget rectificatif n°2 |
|---|-------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8) | -1 047 567 | -1 160 582 | -1 010 582 | 150 000 |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) | 2 091 541 | 1 675 849 | 1 605 708 | -70 141 |
| Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)* | -3 139 108 | -2 836 431 | -2 616 290 | 220 141 |
| Niveau final du FONDS DE ROULEMENT | 11 008 333 | 10 832 586 | 10 982 586 | 150 000 |
| Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | -4 877 791 | -4 798 642 | -4 868 783 | -70 141 |
| Niveau final de la TRESORERIE | 15 886 124 | 15 631 228 | 15 851 369 | 220 141 |

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"



Délibération n° 3
Conseil d'Administration du CROUS de LILLE
du 7 décembre 2020

Budget Initial 2021

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 7 aout 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,

Article 1 : Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 826 ETPT, dont 810 ETPT sous plafond et 16 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 67 867 241 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 26 700 000 € personnel
 - 24 679 241 € fonctionnement
 - 16 488 000 € investissement
- 76 881 041 € de crédits de paiement dont :
 - 26 700 000 € personnel
 - 30 861 041 € fonctionnement
 - 19 320 000 € investissement
- 74 183 748 € de prévisions de recettes
- - 2 697 293 € de solde budgétaire

Article 2 : Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 2 677 293 € de variation de trésorerie
- 300 991 € de résultat patrimonial
- 1 155 991 € de capacité d'autofinancement
- - 1 854 009 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Fait à LILLE le 07/12/2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

Détail du vote

Quorum exigé : 9

Membres présents : 16

Membres représentés : 4

Votants : 20

Pour : 18

Contre : 1

Abstention : 1

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

| | Sous plafond LFI (a) | Hors plafond LFI (b) | Plafond organisme (= a + b) |
|--|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT | 810 | 16 | 826 |

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :

| |
|-----|
| 826 |
|-----|

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme \(décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme\) et des autres dépenses de personnel](#)

| | EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI | | EMPLOIS HORS PLAFOND LFI | | PLAFOND ORGANISME | |
|---|--------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|
| | ETPT | Dépenses de personnel * | ETPT | Dépenses de personnel * | ETPT | Dépenses de personnel * |
| TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4) | 806 | 26 176 488 | 11 | 70000 | 817 | 26 700 000 |
| 1 - TITULAIRES | 278 | 8 038 324 | | | 278 | 8 038 324 |
| * Titulaires Etat | 0 | - | | | 0 | - |
| * Titulaires organisme (corps propre) | 278 | 8 038 324 | | | 278 | 8 038 324 |
| 2 - CONTRACTUELS | 528 | 18 138 164 | 0 | 0 | 528 | 18 138 164 |
| * Contractuels de droit public | 528 | 18 138 164 | 0 | 0 | 528 | 18 138 164 |
| øCDI | 410 | 13 930 000 | | | 410 | 13 930 000 |
| øCDD | 118 | 4 208 164 | 0 | 0 | 118 | 4 208 164 |
| . Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme) | 0 | - | 0 | 0 | 0 | - |
| * Contractuels de droit privé | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 |
| øCDI | 0 | - | | | 0 | 0 |
| øCDD | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3 - CONTRATS AIDES | | | 11 | 70 000 | 11 | 70 000 |
| 4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...) | | | | | | 453 512 |

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité](#)
(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

| | EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS | |
|---|--|--------------------------|
| | ETPT ** | Dépenses de personnel ** |
| EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6) | 0 | 0 |
| 5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME | 0 | 0 |
| 6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME | 0 | 0 |

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme](#)
(Mise à disposition entrantes)

| | EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS | |
|--|--|--------------------------------|
| | ETPT *** | Dépenses de fonctionnement *** |
| EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8) | 0 | 0 |
| 7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME | 0 | 0 |
| 8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME | 0 | 0 |

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires Budget initial 2021

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| DEPENSES | | | | | | | RECETTES | | | |
|---|---------------------------------------|-------------------|------------------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|--|
| | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | | Montants prévision d'exécution N-1 | | Montants Budget initial N | | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | Montants prévision d'exécution N-1 | Montants Budget initial N | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | | | |
| Personnel | 26 290 000 | 26 290 000 | 26 290 000 | 26 290 000 | 26 700 000 | 26 700 000 | 54 205 744 | 54 205 744 | 56 473 748 | Recettes globalisées |
| <i>dont contributions empl. CAS Pension</i> | - | - | - | - | | | 19 943 193 | 19 943 193 | 16 158 748 | Subvention pour charges de service public |
| Fonctionnement | 33 149 129 | 27 580 812 | 33 149 129 | 27 580 812 | 24 679 241 | 30 861 041 | - | - | - | Autres financements de l'Etat |
| Denrées alimentaires | 2 960 400 | 2 960 400 | 2 960 400 | 2 960 400 | 4 788 000 | 4 788 000 | 1 406 551 | 1 406 551 | 1 200 000 | Fiscalité affectée |
| Loyers et charges versées | 9 479 900 | 9 326 000 | 9 479 900 | 9 326 000 | 3 029 800 | 9 468 000 | 599 000 | 599 000 | 549 000 | Autres financements publics |
| Viabilisation | 5 484 000 | 5 484 000 | 5 484 000 | 5 484 000 | 6 040 000 | 6 040 000 | 32 257 000 | 32 257 000 | 38 566 000 | Recettes propres |
| Entretien - Equipement | 3 410 848 | 3 292 848 | 3 410 848 | 3 292 848 | 5 169 641 | 3 523 041 | | | | |
| Frais généraux | 9 721 050 | 4 572 290 | 9 721 050 | 4 572 290 | 3 688 800 | 4 679 000 | | | | |
| Participations financières | 2 092 931 | 1 945 274 | 2 092 931 | 1 945 274 | 1 963 000 | 2 363 000 | | | | |
| Intervention | - | - | - | - | - | - | | | | |
| Investissement | 6 533 130 | 10 466 703 | 6 533 130 | 10 466 703 | 16 488 000 | 19 320 000 | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B) | 65 972 259 | 64 337 515 | 65 972 259 | 64 337 515 | 67 867 241 | 76 881 041 | 61 741 225 | 61 741 225 | 74 183 748 | TOTAL DES RECETTES (C) |
| SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B) | | | | | | | 2 596 290 | 2 596 290 | 2 697 293 | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C) |

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 4
Equilibre financier Budget initial 2021

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| BESOINS | | | | FINANCEMENTS | | | |
|---|--|--|------------------------------|--|--|------------------------------|---|
| | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | Montants prévision d'exécution N-1 | Montants Budget initial N | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | Montants prévision d'exécution N-1 | Montants Budget initial N | |
| Solde budgétaire (déficit) (D2)* | 2 596 290 | 2 596 290 | 2 697 293 | - | - | - | Solde budgétaire (excédent) (D1)* |
| <i>dont Budget Principal</i> | 2 596 290 | 2 596 290 | 2 697 293 | - | - | - | <i>dont Budget Principal</i> |
| <i>dont Budget Annexe</i> | - | - | - | - | - | - | <i>dont Budget Annexe</i> |
| Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1) | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2) |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** | 21 807 500 | 21 807 500 | 19 807 500 | 21 787 500 | 21 787 500 | 19 827 500 | Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** |
| Autres décaissements non budgétaires (e1) | 12 000 000 | 12 000 000 | 12 000 000 | 12 000 000 | 12 000 000 | 12 000 000 | Autres encaissements non budgétaires (e2) |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1) | 38 403 790 | 38 403 790 | 36 504 793 | 35 787 500 | 35 787 500 | 33 827 500 | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2) |
| ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1) | | | - | 2 616 290 | 2 616 290 | 2 677 293 | PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2) |
| <i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i> | | | 689 859 | 1 443 361 | 1 443 361 | - | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i> |
| <i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i> | | | - | 1 172 929 | 1 172 929 | 1 987 434 | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i> |
| TOTAL DES BESOINS (1) + (I) | | | 36 504 793 | 38 403 790 | | | TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II) |

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 6
Situation patrimoniale Budget initial 2021

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | Montants prévision d'exécution N-1 | Montants Budget initial N | PRODUITS | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | Montants prévision d'exécution N-1 | Montants Budget initial N |
|---|---------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|---|---------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Personnel | 24 890 000 | 24 890 000 | 25 300 000 | Subventions de l'Etat | 19 889 541 | 19 889 541 | 16 668 889 |
| <i>dont charges de pensions civiles*</i> | - | - | - | Fiscalité affectée | 1 406 551 | 1 406 551 | 1 200 000 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 34 985 812 | 34 985 812 | 38 466 041 | Autres subventions | 399 000 | 399 000 | 1 549 000 |
| Intervention (le cas échéant) | - | - | - | Autres produits | 38 440 052 | 38 440 052 | 44 649 143 |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 59 875 812 | 59 875 812 | 63 766 041 | TOTAL DES PRODUITS (2) | 60 135 144 | 60 135 144 | 64 067 032 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | 259 332 | 259 332 | 300 991 | Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 60 135 144 | 60 135 144 | 64 067 032 | TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 60 135 144 | 60 135 144 | 64 067 032 |

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

| | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | Montants prévision d'exécution N-1 | Montants Budget initial N |
|---|---------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | 259 332 | 259 332 | 300 991 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 6 155 000 | 6 155 000 | 6 355 000 |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 300 000 | 300 000 | 300 000 |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | 0 | 0 | 0 |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | 0 | 0 | 0 |
| - quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 200 000 |
| = capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF) | 1 114 332 | 1 114 332 | 1 155 991 |

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | Montants prévision d'exécution N-1 | Montants Budget initial N | RESSOURCES | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | Montants prévision d'exécution N-1 | Montants Budget initial N |
|---|---------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|--|---------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 0 | 0 | 0 | Capacité d'autofinancement | 1 114 332 | 1 114 332 | 1 155 991 |
| Investissements | 10 466 703 | 10 466 703 | 19 320 000 | Financement de l'actif par l'État | 8 341 789 | 8 341 789 | 16 310 000 |
| | | | | Financement de l'actif par des tiers autres que l'État | 0 | 0 | 0 |
| | | | | Autres ressources | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement des dettes financières | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | Augmentation des dettes financières | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 12 466 703 | 12 466 703 | 21 320 000 | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 11 456 121 | 11 456 121 | 19 465 991 |
| Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5) | 0 | 0 | 0 | Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6) | 1 010 582 | 1 010 582 | 1 854 009 |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | Montants BR 2 2020 (CA du 07/12/2020) | Montants prévision d'exécution N-1 | Montants Budget initial N |
|---|---------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8) | -1 010 582 | -1 010 582 | -1 854 009 |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) | 1 605 708 | 1 605 708 | 823 284 |
| Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)* | -2 616 290 | -2 616 290 | -2 677 293 |
| Niveau final du FONDS DE ROULEMENT | 10 982 586 | 10 982 586 | 9 128 577 |
| Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | -4 868 783 | -4 868 783 | -4 045 499 |
| Niveau final de la TRESORERIE | 15 851 369 | 15 851 369 | 13 174 076 |

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59017 Lille

Délibération n° 4
Conseil d'Administration du CROUS de Lille
du 7 décembre 2020

Portant approbation du plan d'action pluriannuel du contrôle interne

Article 1 :

Le Conseil d'administration approuve le plan d'action pluriannuel dans le cadre du contrôle interne.

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

| Détail du vote | |
|-------------------------|----------------|
| Quorum exigé : 9 | Pour : 18 |
| Membres présents : 15 | Contre : |
| Membres représentés : 4 | Abstention : 1 |
| Votants : 19 | |



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59017 Lille

Délibération n° 5
Conseil d'Administration du CROUS de Lille
Du 7 décembre 2020

Portant sur le projet d'emprunt relatif à la construction de 300 logements sur le campus Cité Scientifique à Villeneuve d'Ascq

Vu le projet de construction du CROUS de Lille de 300 logements sur le campus Cité Scientifique de Villeneuve d'Ascq pour un montant de 18.9 millions d'€ TTC financé via un prêt PLS de 15 000 000€, une subvention CNOUS de 3 300 000 € et des fonds propres à hauteur de 600 000€.

Vu l'avis favorable rendu par la MEEF en mai 2019 sur la capacité du CROUS de Lille à emprunter,

Vu l'agrément du dossier d'expertise du projet de construction de 300 logements sur le campus Cité Scientifique en date du 19 juin 2020,

Vu le Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière 2020-2023 du CROUS de Lille,

Vu le Plan Pluriannuel d'Investissement présenté ci-après,

Vu la note de cadrage produite par le cabinet Velvet Conseil qui reprend les hypothèses de financement décrites ci-dessus et présente les résultats prévisionnels d'exploitation sur la durée des prêts (40 ans),

Article 1 :

Le Conseil d'administration approuve :

- Le Plan Pluriannuel d'Investissement
- Le projet d'emprunt relatif à la construction de 300 logements sur le campus Cité Scientifique à Villeneuve d'Ascq pour un montant de 15 000 000€.

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

| détail du vote | |
|-------------------------|--------------|
| Quorum exigé : 9 | Pour : 19 |
| Membres présents : 15 | Contre : |
| Membres représentés : 4 | Abstention : |
| Votants : 19 | |



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59017 Lille

Délibération n° 6
Conseil d'Administration du CROUS de Lille
du 07 décembre 2020

Portant sur l'approbation de la programmation des actions financées par le produit de la CVEC

Préambule :

Lors de la commission Contribution de la Vie Etudiante et de Campus du CROUS de LILLE Nord-Pas-de-Calais du 16 novembre 2020, la programmation des actions financées a été présentée pour vote.

Article 1 :

Le Conseil d'Administration approuve la programmation des actions financées par le produit CVEC

Article 2 :

Le document suivant est joint au présent acte :

- Procès-verbal de la réunion du 16 novembre 2020 de la commission contribution de la vie étudiante et de campus du Crous de Lille-Nord-Pas- de Calais

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

| Détail du vote | |
|-------------------------|----------------|
| Quorum exigé : 9 | Pour : 18 |
| Membres présents : 15 | Contre : |
| Membres représentés : 4 | Abstention : 1 |
| Votants : 19 | |

Axe 1 : Animations en résidences et restaurants universitaires

| Titre | Porteur de projet | Montant demandé | Montant octroyé | Nombre de votants | Pour | Contre | Abstention |
|---|--|-----------------|-----------------|-------------------|------|--------|------------|
| Apsytude | Service Social | 61 863,48 € | 61 863,48 € | 16 | 16 | | |
| Psya | Service Social | 9 624,00 € | 9 624,00 € | 16 | 16 | | |
| Nightline | Direction | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Renfort RH | Direction | 155 000,00 € | 155 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Kit service social | Service social | 10 000,00 € | 10 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Kits hygiène résidences | DVE | 6 000,00 € | 6 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Aire de fitness extérieure | Antenne Cité scientifique | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Animations Service Culturel | Service culturel | 131 600,00 € | 131 600,00 € | 16 | 15 | | 1 |
| Ordinateurs Portables Services civiques | Service culturel | 15 000,00 € | 15 000,00 € | 16 | 15 | | 1 |
| Aménagement salles de travail et Halls | Service Patrimoine | 30 609,00 € | 30 609,00 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement extérieur | Résidence Bachelard | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Crous football club Lille | Résidences Bachelard, Boucher, Galois et Pythagore | 13 000,00 € | 13 000,00 € | 16 | 15 | | 1 |
| Borne de recharge | Résidences Bachelard, Boucher, Galois et Pythagore | 2 250,00 € | 2 250,00 € | 16 | 16 | | |
| Formation PSC1 | Résidences Bachelard, Boucher, Galois et Pythagore | 3 250,00 € | 3 250,00 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement du jardin | Résidence Maupassant | 45 000,00 € | 45 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Animations site de Valenciennes | Antenne de Valenciennes | 15 000,00 € | 15 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement salles de travail/détente | Résidence Mousseron | 19 739,22 € | 19 739,22 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement du sous-sol | Résidence Mousseron | 32 430,00 € | 32 430,00 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement extérieur | Restaurant Rambouillet | 8 630,00 € | 8 630,00 € | 16 | 16 | | |
| Abri vélo | Résidence Tertiales | 30 000,00 € | 30 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement espace détente extérieur | Résidence Artois | 3 780,00 € | 3 780,00 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement Espace convivialité intérieur | Résidence Artois | 13 384,49 € | 13 384,49 € | 16 | 16 | | |

Axe 1 : Animations en résidences et restaurants universitaires - Suite

| Titre | Porteur de projet | Montant demandé | Montant octroyé | Nombre de votants | Pour | Contre | Abstention |
|--|----------------------|---------------------|---------------------|-------------------|------|--------|------------|
| Aménagement espace détente extérieur | Résidence Bernanos | 4 195,20 € | 4 195,20 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement espace de convivialité intérieur | Résidence Bernanos | 6 084,86 € | 6 084,86 € | 16 | 16 | | |
| Animations culinaires restaurants | Service Restauration | 5 970,31 € | 5 970,31 € | 16 | 16 | | |
| TOTAL | | 742 410,56 € | 742 410,56 € | | | | |

Axe 2 : Partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur bénéficiaires du produit de la CVEC

| Titre | Porteur de projet | Montant demandé | Montant octroyé | Nombre de votants | Pour | Contre | Abstention |
|---|---------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|------|--------|------------|
| Brodeuse | ENSAIT | 15 000,00 € | 0,00 € | 16 | 3 | 7 | 6 |
| Abris pour vélos | ESA | 11 225,92 € | 11 225,92 € | 16 | 16 | | |
| Sensibilisation à la lutte contre les violences sexuelles | ESA | 2 440,00 € | 2 440,00 € | 16 | 16 | | |
| Permanences sociales et soutien psychologique | ESAD | 3 000,00 € | 3 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Espace de détente | ESJ | 8 000,00 € | 8 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Parc d'ordinateurs de prêt | ESJ | 4 000,00 € | 4 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Casiers sécurité | ESJ | 4 000,00 € | 4 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Jivé | Université de Lille | 35 000,00 € | 35 000,00 € | 16 | 15 | | 1 |
| Stationnement vélos | Université de Lille | 43 663,80 € | 43 663,80 € | 16 | 16 | | |
| Santé mentale des étudiants | Université de Lille | 107 500,00 € | 107 500,00 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement espace extérieur | Ecole de sages femmes | 2 541,05 € | 2 541,05 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement jardin intérieur | Mines Télécom Lille Douai | 13 320,00 € | 13 320,00 € | 16 | 16 | | |
| Aménagement salle de sport | Mines Télécom Lille Douai | 3 155,00 € | 3 155,00 € | 16 | 16 | | |
| TOTAL | | 252 845,77 € | 237 845,77 € | | | | |

Axe 3 : Actions spécifiques destinées aux étudiants inscrits dans un établissement non bénéficiaire du produit de la CVEC

| Titre | Porteur de projet | Montant demandé | Montant octroyé | Nombre de votants | Pour | Contre | Abstention |
|-----------------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-------------------|------|--------|------------|
| Support vélos | A3PM | 610,80 € | 610,80 € | 16 | 16 | | |
| Wifi | A3PM | 560,00 € | 560,00 € | 16 | 16 | | |
| Prêts ordinateurs portables | A3PM | 4 356,00 € | 4 356,00 € | 16 | 16 | | |
| Sport et Santé | CESI ARRAS | 2 000,00 € | 2 000,00 € | 16 | 16 | | |
| Rencontres auteurs | ESTS | 649,76 € | 649,76 € | 16 | 16 | | |

| Titre | Porteur de projet | Montant demandé | Montant octroyé | Nombre de votants | Pour | Contre | Abstention |
|-------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|------|--------|------------|
| Cinéma social | ESTS | 2 902,48 € | 2 902,48 € | 16 | 16 | | |
| ISO Take care | ISO | 23 788,00 € | 23 788,00 € | 16 | 16 | | |
| Ligne écoute Psychologique | Rubika | 4 953,60 € | 4 953,60 € | 16 | 16 | | |
| Point Ecoute | Cepreco | 4 989,60 € | 4 989,60 € | 16 | 16 | | |
| Espace détente | ECO SUP CAMPUS | 16 461,28 € | 16 461,28 € | 16 | 16 | | |
| Enclos à vélo sécurisé | IKPO | 14 199,00 € | 14 199,00 € | 16 | 16 | | |
| Refection salle corporation | IKPO | 2 520,00 € | 2 520,00 € | 16 | 16 | | |
| Pratique du Sport | IKPO | 5 612,25 € | 5 612,25 € | 16 | 15 | | 1 |
| Aménagement coin restauration | INFN | 858,94 € | 858,94 € | 16 | 16 | | |
| Salle de musculation | IAAG | 5 039,00 € | 5 039,00 € | 16 | 16 | | |
| Parc d'ordinateurs de prêt | Ecole du Nord | 7 518,00 € | 7 518,00 € | 16 | 15 | | 1 |
| TOTAL | | 97 018,71 € | 97 018,71 € | | | | |

| | |
|--------------------------------|-----------------------|
| TOTAL MONTANTS DEMANDES | 1 092 275.04 € |
| TOTAL MONTANTS OCTROYES | 1 077 275.04 € |

CADRE RESERVE A LA COMMISSION

Date de décision : 16 NOVEMBRE 2020

Concernant le projet Nightline, le montant sera octroyé après concertation avec les autres Crous associés au projet.

Pour la brodeuse de l'ENSAIT, la commission ne souhaite pas financer directement une association étudiante en particulier pour soutenir une activité économique.

Emargement du Vice-Président Etudiant et de Monsieur le Directeur Général

Le vice-président étudiant
du CROUS de Lille

W. Golabkhan

Wasim GOLABKHAN

Le Directeur du CROUS
de l'Académie de Lille

Emmanuel Parisis

Emmanuel PARISIS



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59017 Lille

Délibération n° 4
Conseil d'Administration du CROUS de Lille
du 7 décembre 2020

Portant sur l'approbation de la mise en service de la vidéosurveillance à la résidence Triolo à Villeneuve d'Ascq

Préambule

Contexte juridique

Tout public est susceptible d'accéder librement aux résidences universitaires. L'installation de caméras doit donc faire l'objet d'une demande d'autorisation préfectorale, conformément à la loi du 21 janvier 1995 modifiée ouvrant le droit d'installer un système de vidéosurveillance dans les lieux et établissements ouverts au public. L'autorisation préfectorale préalable est prise après avis consultatif de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance.

Le Conseil d'Administration du CROUS doit se prononcer au préalable, avant la demande d'autorisation préfectorale.

Cette autorisation préfectorale sera donnée pour une durée de cinq ans renouvelable. L'installation d'un système de vidéosurveillance fera aussi l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL.

Le CROUS de LILLE souhaite mettre en place un système de vidéosurveillance à la résidence Triolo, suite à un nombre important de vols perpétrés dans la résidence.

Article 1 :

Le conseil d'administration approuve l'autorisation donnée au Directeur Général du CROUS pour la mise en place et la mise en service d'un système de vidéosurveillance à la résidence Triolo.

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

| Détail du vote | |
|-----------------------|----------------|
| Quorum exigé : | Pour : 17 |
| Membres présents : | Contre : |
| Membres représentés : | Abstention : 2 |
| Votants : 19 | |



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59017 Lille

Délibération n° 8
Conseil d'Administration du CROUS de Lille
du 7 décembre 2020

Portant sur l'approbation de la mise en place de l'aide exceptionnelle chèques vacances

Préambule

Conformément à la circulaire du 7 août 2020 du Ministère de la transformation et de la fonction publique, une aide exceptionnelle concernant les chèques-vacances, est accordée en complément de la participation financière de l'Etat déjà existante. Ce dispositif s'inscrit dans le contexte de crise économique et sociale provoquée par le virus COVID-19 et concerne tous les bénéficiaires/titulaires d'un plan d'épargne :

- âgés de moins de 45 ans (nés en 1976 et après)
- dont le plan arrive à échéance entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020
- ayant reçu en 2020 des chèques-vacances avec une date d'émission en 2020.

Au Crous de Lille, 39 agents remplissent les conditions pour bénéficier de cette aide complémentaire.

Article 1 :

Le Conseil d'administration approuve l'attribution de chèques-vacances complémentaires d'un montant de 100 € en faveur des agents remplissant les conditions d'éligibilité indiquées en préambule.

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

| Détail du vote | |
|-------------------------|--------------|
| Quorum exigé : 9 | Pour : 18 |
| Membres présents : 14 | Contre : |
| Membres représentés : 4 | Abstention : |
| Votants : 18 | |



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59017 Lille

Délibération n° 9
Conseil d'Administration du CROUS de Lille
du 7 décembre 2020

Portant sur l'approbation d'avenants et de conventions

Préambule :

Avenants

Sont présentés au conseil d'administration les avenants aux conventions d'agrément suivants, ayant pour objet l'intégration de la mise en œuvre de la tarification sociale à un euro dans la restauration agréée, applicable depuis le 31 août 2020, au bénéfice des étudiants boursiers.

- Avenant à la convention d'agrément d'un restaurant entre le Lycée Polyvalent Sadi Carnot de Bruay la Buisnière et le CROUS de LILLE
- Avenant à la convention d'agrément d'un restaurant entre l'Institut de Genech et le CROUS de LILLE
- Avenant à la convention d'agrément d'un restaurant entre le Lycée des Flandres d'Hazebrouck et le CROUS de LILLE
- Avenant à la convention d'agrément d'un restaurant entre l'Association d'Entraide Universitaire de l'Université Catholique (AEU) et le CROUS de LILLE
- Avenant à la convention relative à l'accueil de représentants de l'IUT de valenciennes au sein de la restauration scolaire du Lycée Pierre Forest à Maubeuge.

Sont ensuite présentés au conseil d'administration les avenants suivants :

- Avenant n° 1 à la convention relative à la mise à disposition de Madame Joëlle MAVET, personnel de l'Université de Lille, auprès du CROUS de LILLE Nord-Pas-de-Calais.

- Avenant n°4 à la convention relative à la gestion de l'hébergement à la Maison des Gardes de Lens, ayant pour objet la reconduction de la convention initiale à compter du 1^{er} septembre 2020, pour une durée d'un an.

Conventions

Sont présentées les conventions suivantes :

- Convention « Galerie les 3 Lacs » et « Café Culture » entre le CROUS de LILLE et l'Université de LILLE correspondant au versement d'une participation financière de 14 000 euros par le CROUS de LILLE au bénéfice du « Café Culture » (7000 euros) et de la « Galerie les 3 Lacs » (7000 euros).
- Convention entre la MEL, le Rectorat et le CROUS, correspondant à la participation financière de la MEL correspondant à la réhabilitation de 4 bâtiments sur le site du campus scientifique de Villeneuve d'Ascq. Le montant de l'aide de la MEL est plafonné à 12 000 000 d'euros et 50% du prix de revient global TTC de l'opération de réhabilitation.



Article 1 :

Le Conseil d'administration approuve la signature de ces 7 avenants et de ces deux conventions par le Directeur Général du CROUS de Lille.

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

| Détail du vote | |
|-------------------------|--------------|
| Quorum exigé : 9 | Pour : 18 |
| Membres présents : 14 | Contre : |
| Membres représentés : 4 | Abstention : |
| Votants : 18 | |



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59017 Lille

Délibération n° 10
Conseil d'Administration du CROUS de Lille
du 7 décembre 2020

Portant sur les sorties d'inventaires

Vu l'instruction commune BOFIP-GCP-16-0006 du 25/04/2016

Sur présentation de la liste des biens à sortir de l'inventaire

Article 1 :

Le Conseil d'administration autorise en fonction de la liste présentée la sortie de l'inventaire de biens pour une valeur d'acquisition de 488 581,25 euros.

Article 2 :

La liste des biens est jointe en annexe de la présente délibération.

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

| Détail du vote | |
|-------------------------|--------------|
| Quorum exigé : 9 | Pour : 18 |
| Membres présents : 14 | Contre : |
| Membres représentés : 4 | Abstention : |
| Votants : 18 | |

| Article | Validation | Code du Bien | N° Inventaire | Date Acquisition | Durée en mois | Libellé du Bien | Valeur Brute |
|---------------------|------------|--------------|---------------|------------------|---------------|------------------------------------|--------------|
| 215317 | | 2011--085 | 2011--085 | 27/07/2011 | 60 | RPLC EQUIP FRIGORIF. CONGEL-CALAIS | 6 286,91 € |
| Total 215317 | | | | | | | 6 286,91 € |
| 21547 | | 1968-00402 | 00446 | 01/01/1968 | 120 | RAYONNAGE METALLIQUE | 739,43 € |
| 21547 | | 1968-00430 | 00479 | 01/01/1968 | 120 | MOULIN A CAFE | 109,76 € |
| 21547 | | 1968-00434 | 00487 | 01/01/1968 | 120 | BASCULE AUTOMATIQUE | 127,70 € |
| 21547 | | 1970-00201 | 00209 | 01/01/1970 | 120 | COMBINEE LUREM C 260 | 486,01 € |
| 21547 | | 1970-00206 | 00214 | 01/01/1970 | 120 | POSTE DE SOUDURE BAS LIEVIN | 154,28 € |
| 21547 | | 1970-00207 | 00216 | 01/01/1970 | 120 | 1 AFFLEUREUSE FESTO | 150,60 € |
| 21547 | | 1970-00213 | 00222 | 01/01/1970 | 120 | 1 TOUR A BOIS LUREM C 2 | 35,89 € |
| 21547 | | 1970-00214 | 00223 | 01/01/1970 | 120 | 1 PERCEUSE METABO 7508 | 37,05 € |
| 21547 | | 1970-00236 | 00248 | 01/01/1970 | 120 | ENSEMBLE RAYONNAGES MET | 1 109,49 € |
| 21547 | | 1970-04055 | 03211 | 01/01/1970 | 120 | 1 DEFONCEUSE PORTATIVE | 174,39 € |
| 21547 | | 1971-02740 | 02341 | 01/01/1971 | 120 | 1 ESSOREUSE A SALADE ES | 504,60 € |
| 21547 | | 1976-02745 | 02347 | 01/01/1976 | 120 | TRAV.P.ALIMENT.FOUR AIR | 355,87 € |
| 21547 | | 1977-02747 | 02351 | 01/01/1977 | 120 | TRANCHEUR A VIANDE | 1 203,26 € |
| 21547 | | 1977-02748 | 02352 | 01/01/1977 | 120 | BAIN-MARIE CHAUFFANT A | 1 345,62 € |
| 21547 | | 1977-02749 | 02353 | 01/01/1977 | 120 | 5 MODULES DE PLATEAUX | 1 901,26 € |
| 21547 | | 1977-02795 | 02392 | 01/01/1977 | 120 | MARMITES ET ACCESSOIRES | 3 121,55 € |
| 21547 | | 1978-02751 | 02354 | 01/01/1978 | 120 | CHARIOTS BAIN-MARIE A | 1 253,29 € |
| 21547 | | 1978-02752 | 02356 | 01/01/1978 | 120 | COUPE FRITES/MACEDOINE | 5 874,72 € |
| 21547 | | 1978-02753 | 02357 | 01/01/1978 | 120 | PASSOIRE VERTICALE | 2 156,50 € |
| 21547 | | 1978-02754 | 02358 | 01/01/1978 | 120 | PLONGE-BATTERIE | 974,04 € |
| 21547 | | 1978-02755 | 02360 | 01/01/1978 | 120 | 5 CASIERS A BATTERIE | 820,75 € |
| 21547 | | 1978-02756 | 02361 | 01/01/1978 | 120 | 1 ENSEMBLE ETAGERES P.T | 549,27 € |
| 21547 | | 1979-02759 | 02365 | 01/01/1979 | 120 | MEUBLE ISOTHERMIQUE SPE | 2 258,03 € |
| 21547 | | 1980-02402 | 02021 | 01/01/1980 | 120 | POSTE SOUDAGE A L ARC M | 214,34 € |
| 21547 | | 1980-02760 | 02366 | 01/01/1980 | 120 | MOULIN A POIVRE N°1 | 155,52 € |
| 21547 | | 1980-02761 | 02367 | 01/01/1980 | 120 | ARMOIRE DE STERILI. COU | 416,16 € |
| 21547 | | 1981-02484 | 02091 | 01/01/1981 | 120 | REFRIGERATEURS PHILIPS HLM | 1 163,76 € |
| 21547 | | 1981-02769 | 02373 | 01/01/1981 | 120 | DEUX ETAGERES MOBILES P | 832,26 € |
| 21547 | | 1981-02771 | 02375 | 01/01/1981 | 120 | 3 ETAGERES MOBI. PLEI. | 1 248,39 € |
| 21547 | | 1981-02799 | 02404 | 01/01/1981 | 120 | 6 MODULES CIDELSTOCK | 2 408,12 € |

| Article | Validation | Code du Bien | N° Inventaire | Date Acquisition | Durée en mois | Libellé du Bien | Valeur Brute |
|---------|------------|--------------|---------------|------------------|---------------|-----------------------------------|--------------|
| 21547 | | 1982-02637 | 02228 | 01/01/1982 | 120 | MACHINE LAVER TYPE W706 | 2 163,71 € |
| 21547 | | 1982-02782 | 02377 | 01/01/1982 | 120 | BATTEUR MELANGEUR B 20 | 1 957,18 € |
| 21547 | | 1983-04202 | 03361 | 01/01/1983 | 120 | FOURNEAU PLAQUE COUP DE | 1 599,32 € |
| 21547 | | 1984-02789 | 02383 | 01/01/1984 | 120 | FOURN. ET PO. MARMITE B | 3 710,68 € |
| 21547 | | 1984-02807 | 02416 | 01/01/1984 | 120 | FOUR MICRO ONDES R 6200 | 634,62 € |
| 21547 | | 1984-03120 | 02495 | 01/01/1984 | 120 | TOAST O MATIC MASTER | 474,07 € |
| 21547 | | 1985-04191 | 03348 | 01/01/1985 | 120 | FOUR A AIR PULSE | 7 506,10 € |
| 21547 | | 1985-04192 | 03349 | 01/01/1985 | 120 | OUVRE BOITES ELECTRIQUE | 1 964,26 € |
| 21547 | | 1985-04194 | 03351 | 01/01/1985 | 120 | 4 SUPPORTS DP 1 B CIDEL | 1 739,34 € |
| 21547 | | 1986-02790 | 02384 | 01/01/1986 | 120 | PLATINE STEREO CASSETTE | 327,92 € |
| 21547 | | 1986-04214 | 03374 | 01/01/1986 | 120 | SANISTEAK 61/22 | 2 106,37 € |
| 21547 | | 1986-04282 | 03448 | 01/01/1986 | 120 | VITRINE REFRIGEREE | 2 293,51 € |
| 21547 | | 1988-02793 | 02387 | 01/01/1988 | 120 | POSTE DE SAISIE + PUPIT | 355,06 € |
| 21547 | | 1989-04491 | 03683 | 01/01/1989 | 120 | PRESSE AGRUME A LEVIER | 296,16 € |
| 21547 | | 1989-04507 | 03700 | 01/01/1989 | 120 | MARMITE CHAUFFE DIRECTE | 3 843,54 € |
| 21547 | | 1989-04509 | 03702 | 01/01/1989 | 120 | MARMITE BAIN MARIE 250 | 6 112,64 € |
| 21547 | | 1989-04528 | 03722 | 01/01/1989 | 120 | NETTOYEUR HD 1050 | 1 092,06 € |
| 21547 | | 1989-04535 | 03729 | 01/01/1989 | 120 | MACHINE LAVER VAISSELLE | 2 190,40 € |
| 21547 | | 1989-04664 | 03861 | 01/01/1989 | 120 | FOUR MIXTE ZANUSSI | 8 270,72 € |
| 21547 | | 1989-04684 | 03882 | 01/01/1989 | 120 | 2 LIGNES P FOURS MIXTES | 786,50 € |
| 21547 | | 1990-04751 | 03950 | 01/01/1990 | 120 | 3 MONOBROSSES + ACCESSOIRES BAT W | 5 336,21 € |
| 21547 | | 1991-05005 | 04204 | 01/01/1991 | 120 | RECHAUD 2FEUX SUR TABLE | 711,34 € |
| 21547 | | 1991-05110 | 04305 | 01/01/1991 | 120 | 3 POUBELLES DE SERVICE | 2 020,49 € |
| 21547 | | 1992-05220 | 04413 | 01/01/1992 | 120 | BAC A LEGUMES | 406,81 € |
| 21547 | | 1992-05254 | 04447 | 01/01/1992 | 120 | MOULIN A EPICES | 367,40 € |
| 21547 | | 1992-05356 | 04550 | 01/01/1992 | 120 | COUPE LEGUMES ET PLATEA | 415,85 € |
| 21547 | | 1992-05364 | 04558 | 01/01/1992 | 120 | BACS MOBILES INOX | 542,41 € |
| 21547 | | 1993-05545 | 04739 | 01/01/1993 | 120 | LAVE MAINS | 359,81 € |
| 21547 | | 1993-05552 | 04746 | 01/01/1993 | 120 | OUVRE-PORTES ELECTRIQUE | 884,20 € |
| 21547 | | 1993-05570 | 04763 | 01/01/1993 | 120 | LAMINOIR A MAIN | 1 081,21 € |
| 21547 | | 1993-05641 | 04834 | 01/01/1993 | 120 | FRITEUSE GAZ | 15 967,93 € |
| 21547 | | 1993-05684 | 04875 | 01/01/1993 | 120 | SECHE MAINS ELECTR. | 557,96 € |

| Article | Validation | Code du Bien | N° Inventaire | Date Acquisition | Durée en mois | Libellé du Bien | Valeur Brute |
|---------|------------|--------------|---------------|------------------|---------------|----------------------------------|--------------|
| 21547 | | 1993-05688 | 04879 | 01/01/1993 | 120 | BASCULE ELECT.ALLIGATOR | 856,96 € |
| 21547 | | 1993-05738 | 04929 | 01/01/1993 | 120 | MONOBROSSE ET PLAT. | 1 329,37 € |
| 21547 | | 1994-05817 | 05008 | 01/01/1994 | 120 | BASCULE CUBIQUE | 853,71 € |
| 21547 | | 1994-05818 | 05009 | 01/01/1994 | 120 | FRITEUSE FURNOTEL | 367,76 € |
| 21547 | | 1994-05819 | 05010 | 01/01/1994 | 120 | INFRA-GRILL AMERICANO | 426,34 € |
| 21547 | | 1994-06067 | 05254 | 01/01/1994 | 120 | CONGELATEUR GS | 632,66 € |
| 21547 | | 1994-06131 | 05318 | 01/01/1994 | 120 | MONOBROSSE M400 | 1 954,64 € |
| 21547 | | 1995-06230 | 05417 | 01/01/1995 | 120 | FOUR AIR PULSE | 2 750,45 € |
| 21547 | | 1995-06405 | 05592 | 01/01/1995 | 120 | TOPMATER J30-1 | 652,68 € |
| 21547 | | 1995-06406 | 05593 | 01/01/1995 | 120 | TOPMATER J30-1 | 652,68 € |
| 21547 | | 1995-06407 | 05594 | 01/01/1995 | 120 | FOUR MICRO-ONDES | 2 371,71 € |
| 21547 | | 1995-06408 | 05595 | 01/01/1995 | 120 | FOUR A PIZZA | 3 585,14 € |
| 21547 | | 1995-06409 | 05596 | 01/01/1995 | 120 | FRITEUSE | 13 329,38 € |
| 21547 | | 1995-06412 | 05599 | 01/01/1995 | 120 | LAVE VERRES | 1 507,60 € |
| 21547 | | 1995-06416 | 05603 | 01/01/1995 | 120 | INFRA GRILL | 993,73 € |
| 21547 | | 1995-06417 | 05604 | 01/01/1995 | 120 | CHAUFFE SAUCISSES ELECTR. | 328,36 € |
| 21547 | | 1995-06418 | 05605 | 01/01/1995 | 120 | CREPIERE | 917,91 € |
| 21547 | | 1995-06423 | 05610 | 01/01/1995 | 120 | MACHINE A CAFE M30 | 5 869,29 € |
| 21547 | | 1995-06427 | 05614 | 01/01/1995 | 120 | ARMOIRE NEG EUROCOLD | 3 720,48 € |
| 21547 | | 1995-06442 | 05629 | 01/01/1995 | 120 | SOCLE ROULEUR THIRODE REF | 1 855,05 € |
| 21547 | | 1995-06463 | 05650 | 01/01/1995 | 120 | FONTAINE CAR 160 | 1 514,95 € |
| 21547 | | 1995-06465 | 05652 | 01/01/1995 | 120 | CUISEUR ELECT. CPE2 18 KW | 4 975,08 € |
| 21547 | | 1995-06543 | 05730 | 01/01/1995 | 120 | DISTRIBUTEUR AUTOMATIQUE | 5 096,42 € |
| 21547 | | 1995-06570 | 05757 | 01/01/1995 | 120 | REFRIGERATEUR KD 2814 G. LEFEVRE | 516,80 € |
| 21547 | | 1995-06584 | 05771 | 01/01/1995 | 120 | EHELLE GN 2-1 COD 800528 | 937,65 € |
| 21547 | | 1995-06652 | 05838 | 01/01/1995 | 120 | REMPLACEMENT CONTENEURS | 643,49 € |
| 21547 | | 1996-07031 | 06223 | 01/01/1996 | 120 | TRANCHEUR AUTOMATIQUE | 4 486,03 € |
| 21547 | | 1997-07230 | 06424 | 01/01/1997 | 120 | BALANCE NH SCOOP 120 KG/2 | 1 042,75 € |
| 21547 | | 1997-07232 | 06426 | 01/01/1997 | 120 | ARMOIRE DE CONSERVATION | 3 658,68 € |
| 21547 | | 1997-07275 | 06469 | 01/01/1997 | 120 | MONOBROSSES M400 | 3 750,61 € |
| 21547 | | 1998-07403 | 06597 | 01/01/1998 | 120 | TELEPROJECTEUR THOMSON | 2 114,32 € |
| 21547 | | 1998-07536 | 06730 | 01/01/1998 | 120 | LAVE BATTERIE | 1 529,66 € |

| Article | Validation | Code du Bien | N° Inventaire | Date Acquisition | Durée en mois | Libellé du Bien | Valeur Brute |
|---------|------------|--------------|---------------|------------------|---------------|-------------------------------------|--------------|
| 21547 | | 1999-07647 | 06841 | 01/01/1999 | 120 | MEUBLE BAIN MARIE | 3 226,63 € |
| 21547 | | 1999-07728 | 06922 | 01/01/1999 | 120 | ARMOIRE PORTE VITREE | 1 605,04 € |
| 21547 | | 1999-07780 | 06974 | 01/01/1999 | 120 | COFFRE RICHELIEU | 1 176,66 € |
| 21547 | | 2001-08168 | 07362 | 01/01/2001 | 120 | SYSTEME COUPE PATES | 866,06 € |
| 21547 | | 2001-08177 | 07371 | 01/01/2001 | 120 | TRAVAUX REFRIGERATION | 2 162,24 € |
| 21547 | | 2001-08186 | 07380 | 01/01/2001 | 120 | MACHINE A PATES | 9 789,25 € |
| 21547 | | 2001-08196 | 07390 | 01/01/2001 | 120 | FRITEUSE GAZ | 8 605,93 € |
| 21547 | | 2001-08312 | 07506 | 01/01/2001 | 120 | SIGNALETIQUE | 2 042,09 € |
| 21547 | | 2002-08478 | 07672 | 01/01/2002 | 120 | ARMOIRE+ROULETTES | 2 739,31 € |
| 21547 | | 2002-08882 | 08076 | 01/01/2002 | 120 | PLATINE ELECTRONIQUE | 1 596,38 € |
| 21547 | | 2003-08971 | 08165 | 01/01/2003 | 120 | SALADIER POLY.GIVRE | 4 567,46 € |
| 21547 | | 2003-09001 | 08195 | 01/01/2003 | 120 | BALANCE COMPTOIR | 586,04 € |
| 21547 | | 2003-09012 | 08206 | 01/01/2003 | 120 | GROUPE CHAMBRE FROIDE | 1 490,21 € |
| 21547 | | 2003-09125 | 08319 | 01/01/2003 | 120 | REPASSEUSE+TABLE+GENER VA | 1 937,52 € |
| 21547 | | 2003-09265 | 08459 | 01/01/2003 | 120 | MACHINE CAFE EXPRESSO | 2 738,84 € |
| 21547 | | 2004-09590 | 08784 | 01/01/2004 | 120 | ADOUCCISSEUR VOLUMETRIQUE | 1 259,89 € |
| 21547 | | 2004-09633 | 08827 | 01/01/2004 | 120 | EQUIPEMENT REDUCTION 20 L | 644,88 € |
| 21547 | | 2004-09894 | 09088 | 01/01/2004 | 120 | DEGRAISSEUR | 7 062,62 € |
| 21547 | | 2005-03343 | 09571 | 01/01/2005 | 120 | MARMITE BAIN MARIE A EAU | 12 311,62 € |
| 21547 | | 2005-03347 | 09575 | 01/01/2005 | 120 | FRITEUSE ELECTRIQUE BEST | 1 045,30 € |
| 21547 | | 2005-03355 | 09583 | 01/01/2005 | 120 | ECHAFFAUDAGE ROLLPRO | 1 888,48 € |
| 21547 | | 2005-03356 | 09584 | 01/01/2005 | 120 | MACHINE A CAFE ESPRESSO | 705,64 € |
| 21547 | | 2005-03385 | 09604 | 01/01/2005 | 120 | FOURNEAU ELECTRIQUE | 1 875,33 € |
| 21547 | | 2006-02233 | 09837 | 01/01/2006 | 120 | LABASOCHE-ARMOIREBEST 650LGAST | 1 997,32 € |
| 21547 | | 2006-02236 | 09876 | 01/01/2006 | 120 | LENS-TRANCHEUR KOLOSSAL 300IK | 2 212,60 € |
| 21547 | | 2006-02246 | 09920 | 01/01/2006 | 120 | LA BASOCHE-FRITEUSE | 170,72 € |
| 21547 | | 2007-840 | 2007-840 | 24/04/2007 | 120 | RAMBOUILLET- MOTEUR ESCARGOT | 1 209,93 € |
| 21547 | | 2008-161 | 2008-161 | 31/12/2008 | 120 | 138 frigo réhab bat 6 châtelet | 20 469,25 € |
| 21547 | | 2009-012 | 2009-012 | 07/10/2009 | 120 | Trancheur à pignon | 2 345,36 € |
| 21547 | | 2010-004 | 2010-004 | 26/05/2010 | 120 | TRACTEUR TONDEUSE | 4 899,00 € |
| 21547 | | 2011--207 | 2011--207 | 04/02/2011 | 120 | REIMP 000720-003903 RPLC MOTEUR LAV | 1 282,46 € |
| 21547 | | 2013--055 | 2013--055 | 03/12/2013 | 120 | ENLEVE.+INSTAL. COFFRE FORT-SULLY | 1 288,81 € |

| Article | Validation | Code du Bien | N° Inventaire | Date Acquisition | Durée en mois | Libellé du Bien | Valeur Brute |
|--------------------|------------|--------------|---------------|------------------|---------------|---------------------------|--------------|
| Total 21547 | | | | | | | 292 978,90 € |
| 21557 | | 1987-03472 | 02562 | 01/01/1987 | 120 | PIECE DETACHEE PLAQUE A | 342,99 € |
| 21557 | | 1992-05207 | 04400 | 01/01/1992 | 120 | OUVRE BOITES ELECTRIQUE | 770,95 € |
| 21557 | | 2000-08040 | 07234 | 01/01/2000 | 120 | CONTENEUR+PLAQUES+CHARIOT | 2 754,10 € |
| 21557 | | 2002-08450 | 07644 | 01/01/2002 | 120 | LAVE LINGE+SECHE LINGE | 4 483,21 € |
| 21557 | | 2002-08551 | 07745 | 01/01/2002 | 120 | TRANCHEUR COURROIE | 1 298,19 € |
| 21557 | | 2002-08552 | 07746 | 01/01/2002 | 120 | MATERIEL DIVERS | 706,75 € |
| 21557 | | 2002-08788 | 07982 | 01/01/2002 | 120 | REPARATION LAVE VAISSELLE | 1 880,14 € |
| Total 21557 | | | | | | | 12 236,33 € |
| 21817 | | 2009-003 | 2009-003 | 20/04/2009 | 120 | Matelas VALENCIENNES | 8 275,79 € |
| 21817 | | 2009-006 | 2009-006 | 31/12/2009 | 120 | Matelas MOUSSERON | 2 015,92 € |
| Total 21817 | | | | | | | 10 291,71 € |
| 21827 | | 1965-03542 | 02630 | 01/01/1965 | 60 | 3 CHARIOTS ELEVATEURS | 423,05 € |
| 21827 | | 1968-00501 | 00562 | 01/01/1968 | 120 | CHARIOT DE CUVE | 27,56 € |
| 21827 | | 1968-00504 | 00565 | 01/01/1968 | 120 | 1 CHARIOT PORTE CORBEIL | 68,05 € |
| 21827 | | 1968-00505 | 00567 | 01/01/1968 | 60 | 2 CHARIOTS ELEVATEURS | 89,46 € |
| 21827 | | 1977-03544 | 02633 | 01/01/1977 | 120 | CHARIOT ETANCHE ALUM. 1 | 218,46 € |
| 21827 | | 1978-03545 | 02634 | 01/01/1978 | 120 | 2 CHARIOTS PORTE-ASSIET | 498,38 € |
| 21827 | | 1978-03546 | 02635 | 01/01/1978 | 120 | 5 CHARIOTS CADDIE DISTR | 1 060,85 € |
| 21827 | | 1979-03547 | 02636 | 01/01/1979 | 120 | 2 CHARIOTS PORTE ASSIET | 552,99 € |
| 21827 | | 1980-03549 | 02638 | 01/01/1980 | 120 | CHARIOT MULTI GLISSIERE | 206,89 € |
| 21827 | | 1982-03551 | 02641 | 01/01/1982 | 120 | 2 CHARIOTS CADDINOX | 594,85 € |
| 21827 | | 1982-03560 | 02654 | 01/01/1982 | 120 | 7 CHARIOTS A NIVEAU CON | 4 892,59 € |
| 21827 | | 1983-03552 | 02642 | 01/01/1983 | 120 | 4 CHARIOTS TYPE NCR 150 | 3 651,85 € |
| 21827 | | 1985-04346 | 03515 | 01/01/1985 | 120 | 2 CHARIOTS A VERRES CID | 1 905,68 € |
| 21827 | | 1986-03553 | 02643 | 01/01/1986 | 120 | CHARIOT A ASSIETTES | 987,74 € |
| 21827 | | 1986-03554 | 02644 | 01/01/1986 | 120 | TRANSPALETTE MANUEL | 560,49 € |
| 21827 | | 1990-04803 | 04002 | 01/01/1990 | 120 | 14 CHARIOTS FD COMPACT | 5 037,21 € |
| 21827 | | 1991-04930 | 04130 | 01/01/1991 | 120 | 2 CHARIOTS MOBILES BAIN | 1 395,63 € |
| 21827 | | 1991-05026 | 04225 | 01/01/1991 | 120 | 2 CHARIOTS DE STOCKAGE | 988,79 € |
| 21827 | | 1992-05221 | 04414 | 01/01/1992 | 120 | 2 CHARIOTS DE STOCKAGE | 581,11 € |
| 21827 | | 1992-05222 | 04415 | 01/01/1992 | 120 | 6 CHARIOTS A ASSIETTES | 3 105,33 € |

| Article | Validation | Code du Bien | N° Inventaire | Date Acquisition | Durée en mois | Libellé du Bien | Valeur Brute |
|---------------------|------------|--------------|---------------|------------------|---------------|--------------------------------------|--------------|
| 21827 | | 1994-05824 | 05015 | 01/01/1994 | 120 | TRANSPALETTE | 497,21 € |
| 21827 | | 1995-06579 | 05766 | 01/01/1995 | 120 | CHARIOT A DESERVIR LES | 899,11 € |
| 21827 | | 2000-08057 | 07251 | 01/01/2000 | 120 | DC-012-EM KANGOO CAMUS | 9 173,40 € |
| 21827 | | 2004-09647 | 08841 | 01/01/2004 | 120 | DC-576-JW RENAULT KANGOO G.PHILIPPE- | 9 211,01 € |
| Total 21827 | | | | | | | 46 627,69 € |
| 218317 | | 1969-00556 | 00621 | 01/01/1969 | 60 | 1 COFFRE FORT MODELE 96 | 343,60 € |
| 218317 | | 1980-03611 | 02709 | 01/01/1980 | 120 | CAISSE ESCAMOTABLE TCN | 457,39 € |
| 218317 | | 1994-06054 | 05241 | 01/01/1994 | 120 | TELECOPIEUR | 486,36 € |
| 218317 | | 1995-06467 | 05654 | 01/01/1995 | 60 | COPIEUR RICOH 3213 | 1 901,50 € |
| 218317 | | 2000-08063 | 07257 | 01/01/2000 | 60 | MULTIFONCTIONS XEROX | 271,67 € |
| 218317 | | 2004-09570 | 08764 | 01/01/2004 | 60 | CADRE TELESCOPIQUE | 110,85 € |
| 218317 | | 2004-09624 | 08818 | 01/01/2004 | 60 | BUREAU COMPACT 90 DEGRE | 650,60 € |
| 218317 | | 2004-09714 | 08908 | 01/01/2004 | 60 | CROUY-PHOTOCOPIEUR | 596,80 € |
| Total 218317 | | | | | | | 4 818,77 € |
| 21847 | | 1968-00917 | 00968 | 01/01/1968 | 120 | ARMOIRE LINGERIE | 37,53 € |
| 21847 | | 1970-03760 | 02882 | 01/01/1970 | 120 | 2 ARMOIRES UHCG | 341,17 € |
| 21847 | | 1991-04962 | 04161 | 01/01/1991 | 120 | FAUTEUIL BUREAU TOURNAN | 282,03 € |
| 21847 | | 1991-04976 | 04175 | 01/01/1991 | 120 | 2 BUREAUX 2 CAISSONS | 1 138,79 € |
| 21847 | | 1991-04977 | 04176 | 01/01/1991 | 120 | BUREAU DACTYLO | 365,88 € |
| 21847 | | 1992-05324 | 04519 | 01/01/1992 | 120 | BUREAU 160X80 | 509,18 € |
| 21847 | | 1992-05344 | 04538 | 01/01/1992 | 120 | COFFRE FORT 11-66 | 1 365,07 € |
| 21847 | | 1992-05345 | 04539 | 01/01/1992 | 120 | ARMOIRE FORTE CE | 1 207,77 € |
| 21847 | | 1993-05602 | 04795 | 01/01/1993 | 120 | TABLES D'ANGLE | 1 041,43 € |
| 21847 | | 1993-05643 | 04836 | 01/01/1993 | 120 | TABLE ZANUSSI | 1 732,83 € |
| 21847 | | 1993-05748 | 04939 | 01/01/1993 | 120 | FAUTEUIL GUYA | 356,73 € |
| 21847 | | 1993-05749 | 04940 | 01/01/1993 | 120 | TABLE REUNION | 663,15 € |
| 21847 | | 1993-05750 | 04941 | 01/01/1993 | 120 | CAISSON MOBILE NOIR | 399,42 € |
| 21847 | | 1993-05751 | 04942 | 01/01/1993 | 120 | CREDENCE METAL | 297,28 € |
| 21847 | | 1994-05952 | 05141 | 01/01/1994 | 120 | COFFRE FORT 711-SA | 1 370,00 € |
| 21847 | | 1995-06481 | 05668 | 01/01/1995 | 120 | CAISSE ESCAMOTABLE TCN | 1 033,26 € |
| 21847 | | 1996-06817 | 06003 | 01/01/1996 | 120 | MEUBLE BAIN-MARIE AIR PUL | 4 784,90 € |
| 21847 | | 2002-08611 | 07805 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE BOULOGNE | 911,35 € |

| Article | Validation | Code du Bien | N° Inventaire | Date Acquisition | Durée en mois | Libellé du Bien | Valeur Brute |
|--------------------|------------|--------------|---------------|------------------|---------------|---|--------------|
| 21847 | | 2002-08615 | 07809 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS ST ROCH | 2 506,22 € |
| 21847 | | 2002-08617 | 07811 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE | 1 367,03 € |
| 21847 | | 2002-08619 | 07813 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE ANSART | 4 365,40 € |
| 21847 | | 2002-08620 | 07814 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE POINT DE BOIS | 2 388,17 € |
| 21847 | | 2002-08629 | 07823 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE BACHELARD | 5 970,43 € |
| 21847 | | 2002-08631 | 07825 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE ROBESPIERRE | 1 990,14 € |
| 21847 | | 2002-08633 | 07827 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE TRIOLO | 1 990,14 € |
| 21847 | | 2002-08634 | 07828 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE ARSENAL | 1 309,62 € |
| 21847 | | 2002-08643 | 07837 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE CORBUSIER | 418,60 € |
| 21847 | | 2002-08644 | 07838 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE ST BARBE TILLEUILS | 5 805,98 € |
| 21847 | | 2002-08645 | 07839 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE CHATELET | 26 597,84 € |
| 21847 | | 2002-08647 | 07841 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE BOUCHER | 18 349,13 € |
| 21847 | | 2002-08648 | 07842 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE EIFFEL | 1 822,70 € |
| 21847 | | 2002-08650 | 07844 | 01/01/2002 | 120 | MATELAS MOUSSE MERMOZ | 9 950,72 € |
| 21847 | | 2004-09564 | 08758 | 01/01/2004 | 120 | CHAISE 340 MERISIER | 1 206,31 € |
| 21847 | | 2008-210 | 2008-210 | 31/12/2008 | 120 | housses matelas trevira chatelet 6 (chgs à payer) | 8 029,59 € |
| 21847 | | 2013--001 | 2013--001 | 18/02/2013 | 12 | MATELAS RESIDENCE CALAIS | 3 435,15 € |
| Total 21847 | | | | | | | 115 340,94 € |

Total général

488 581,25 €



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59000 Lille

Délibération n° 11
Conseil d'administration du CROUS de
du 7 décembre 2020

Portant sur l'admission en non-valeur et remise gracieuse

Vu l'instruction commune BOFIP-GCP-16-0006 du 25/04/2016

Sur présentation de la liste des créances pour admission en non-valeur ou remise gracieuse.

Article 1 :

Le Conseil d'Administration autorise en fonction de la liste présentée :

- L'admission en non-valeur des créances pour un montant de 20 075,77 euros

Article 2 :

La liste des créances présentées est jointe en annexe de la présente délibération

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

| Détail du vote | |
|-------------------------|--------------|
| Quorum exigé : 9 | Pour : 18 |
| Membres présents : 14 | Contre : |
| Membres représentés : 4 | Abstention : |
| Votants : 18 | |

CONSEIL D'ADMINISTRATION CROUS DE LILLE 07/12/2020

| Résidence | REMISE GRACIEUSE OU ADMISSION EN NV | Initiale | Observation | Année de la dette | Montant |
|------------------|---|----------|---|----------------------|------------|
| BAS LIEVIN | ANV | D.O | DOSSIER DE SURENDETTEMENT BANQUE DE France -11/08/2020 | 2017-2018 | 5 808,92 € |
| MOREAU | ANV | B.B | DOSSIER DE SURENDETTEMENT BANQUE DE France - 19/06/2020 | 2017-2018 | 4 763,85 € |
| PONT DE BOIS | ANV | AFM | FICоба & DRFIP EN 2019-2020 INFRUCTUEUX-AUCUN RETOUR DE MAIL-PAS DE GARANT | 2018-2019 | 3 764,27 € |
| Res.217 | ANV | O.A | DOSSIER DE SURENDETTEMENT BANQUE DE France - 05/08/2020 | 2017-2018 | 3 059,34 € |
| BOUCHER | ANV | AB.A | FICоба & DRFIP EN 2019-2020 INFRUCTUEUX-AUCUN RETOUR DE MAIL-PAS DE GARANT | 2018 | 824,30 € |
| BACHELARD | ANV | O.H | DOSSIER DE SURENDETTEMENT BANQUE DE France - 25/10/2017 | 2011 | 616,93 € |
| MOUSSERON | ANV | ES.FDJ | FICоба & DRFIP EN 2019-2020 INFRUCTUEUX-AUCUN RETOUR DE MAIL-PAS DE GARANT + HUISSIER INFRUCTUEUX DECEMBRE 2018 | 2015 | 372,48 € |
| BOUCHER | ANV | K.J | DOSSIER DE SURENDETTEMENT BANQUE DE France - 16/12/2019 | 2016 | 219,61 € |
| SERVICE CENTRAUX | ANV | K.L | DOSSIER DE SURENDETTEMENT BANQUE DE France - 05/11/2019 | 2016 | 179,34 € |
| CHÂTELET | ANV | P.J | DOSSIER DE SURENDETTEMENT BANQUE DE France - 16/09/2020 | 2010 | 120,68 € |
| BAS LIEVIN | ANV | HS.A | RETOUR HUISSIER INFRUCTUEUX en AOUT 2018+ MAIL DE RELANCE LE 17/07/2019 | 2016 | 60,67 € |
| ROBESPIERRE | ANV | J.A | 26/09/2018 MAIL-RETOURNER EN INDE (confirmé par l'ENSAIT) | 2018 | 60,00 € |
| MAUPASSANT | ANV | S.S | Montant inférieur à 20,00€ | 2016 | 19,70 € |
| CORBUSIER | ANV | U.A | Montant inférieur à 20,00€ | 2018 | 18,42 € |
| CHATELET | ANV | A.Y | Montant inférieur à 20,00€ | 2018 | 15,00 € |
| LIBERTE | ANV | S.M | Montant inférieur à 20,00€ | 2018 | 14,12 € |
| BOUCHER | ANV | N.BD | Montant inférieur à 20,00€ | 2020 | 13,75 € |
| CAMUS | ANV | L.A | Montant inférieur à 20,00€ | 2017 | 12,89 € |
| COURMONT | ANV | N.MN | Montant inférieur à 20,00€ | 2018 | 11,60 € |
| BOUCHER | ANV | M.M | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 11,00 € |
| BACHELARD | ANV | T.ML | Montant inférieur à 20,00€ | 2016 | 10,88 € |
| MAUPASSANT | ANV | M.H | Montant inférieur à 20,00€ | 2018 | 10,00 € |
| MOULINS PARC | ANV | R.V | Montant inférieur à 20,00€ | 2017 | 9,59 € |
| CAMUS | ANV | T.DM | Montant inférieur à 20,00€ | 2020 | 9,12 € |

CONSEIL D'ADMINISTRATION CROUS DE LILLE 07/12/2020

| Résidence | REMISE GRACIEUSE OU ADMISSION EN NV | Initiale | Observation | Année de la dette | Montant |
|--------------|---|----------|----------------------------|----------------------|-------------|
| ROBESPIERRE | ANV | M.DI | Montant inférieur à 20,00€ | 2018 | 8,80 € |
| MOUSSERON | ANV | B.A | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 8,24 € |
| BACHELARD | ANV | O.D | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 8,22 € |
| BOUCHER | ANV | V.GM | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 6,10 € |
| BACHELARD | ANV | B.L | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 5,00 € |
| GALOIS | ANV | S.S | Montant inférieur à 20,00€ | 2017 | 4,65 € |
| CHATELET | ANV | T.M | Montant inférieur à 20,00€ | 2020 | 4,10 € |
| BACHELARD | ANV | D.K | Montant inférieur à 20,00€ | 2016 | 3,78 € |
| ROBESPIERRE | ANV | D.K | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 3,29 € |
| BOUCHER | ANV | C.Y | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 2,60 € |
| CHATELET | ANV | S.FD | Montant inférieur à 20,00€ | 2020 | 2,50 € |
| EIFFEL | ANV | AH.MA | Montant inférieur à 20,00€ | 2017 | 2,32 € |
| LES TILLEULS | ANV | H.G | Montant inférieur à 20,00€ | 2020 | 2,10 € |
| CAMBRAI | ANV | A.M | Montant inférieur à 20,00€ | 2016 | 1,90 € |
| CAMUS | ANV | A.Y | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 1,26 € |
| BOUCHER | ANV | N.M | Montant inférieur à 20,00€ | 2015 | 0,96 € |
| MOUSSERON | ANV | K.A | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 0,72 € |
| BAS LIEVIN | ANV | Y.H | Montant inférieur à 20,00€ | 2020 | 0,70 € |
| MOUSSERON | ANV | B.A | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 0,63 € |
| BACHELARD | ANV | B.M | Montant inférieur à 20,00€ | 2019 | 0,51 € |
| TILLEULS | ANV | A.O | Montant inférieur à 20,00€ | 2020 | 0,44 € |
| MOUSSERON | ANV | T.S | Montant inférieur à 20,00€ | 2018 | 0,30 € |
| ROBESPIERRE | ANV | Y.A | Montant inférieur à 20,00€ | 2020 | 0,19 € |
| | | | | TOTAL | 20 075,77 € |



CROUS de Lille
74 rue de Cambrai
59017 Lille

Délibération n° **12**
Conseil d'Administration du CROUS de Lille
du 7 décembre 2020

Portant sur l'approbation de conventions et concessions de logements

Préambule

Conventions d'occupation précaire

- Nouvelle convention d'occupation précaire

Monsieur *Éric COURCOL* a occupé le logement mis à disposition à la résidence universitaire Arsenal des Postes, sise 47 boulevard de Strasbourg à Lille (59000) à compter du 29/07/2020 en qualité de responsable technique.

- Fin de convention d'occupation précaire

Monsieur *Éric COURCOL* a quitté le logement de fonction qu'il occupait à la résidence universitaire Arsenal des Postes, sise 47 boulevard de Strasbourg à Lille (59000) le 13/11/2020.

Concessions par nécessité absolue de service

- Fin de concessions

Monsieur *Hypolithe ASSOGBAVI* a quitté le logement mis à disposition à la résidence universitaire Robespierre, sise 1 rue Laurent Lavoisier à Mons-en-Barœul (59370) à compter du 07/09/2020 en qualité de responsable de résidence.

Madame *Emmanuèle LUQUET* a quitté le logement mis à disposition à la résidence universitaire Camus, Logement 4, Bâtiment R, étage 3, sise Domaine universitaire scientifique, à Villeneuve d'Ascq (59650) à compter du 30/09/2020 en qualité de responsable de résidence.

Le logement occupé par *Madame Patricia GAUDRY* à la résidence universitaire Mousseron, Logement 77, sise rue du Chemin Vert, à Aulnoy-lez-Valenciennes (59300) a été restitué à compter du 16/11/2020 en qualité de gardien.

Article 1 :

Le Conseil d'administration approuve la signature par le Directeur Général du CROUS de la convention d'occupation précaire et les fins de concessions de logements et de convention d'occupation précaire décrites en préambule.

Fait à Lille, le 7 décembre 2020

La Rectrice de l'Académie de Lille
Rectrice de Région Académique
Chancelière des Universités

Valérie CABUIL

| Détail du vote | |
|--------------------------------|------------------|
| Quorum exigé : | Pour : 18 |
| Membres présents : 14 | Contre : |
| Membres représentés : 4 | Abstention : |
| Votants : 18 | |

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

**Délibération n°AUT-N1-2020-11-26-A-00104977
portant refus de délivrance d'une autorisation
d'exercer**

BODYGUARD 59 SECURITE PRIVEE
A l'attention du dirigeant
52 rue Carnot
59450 SIN LE NOBLE

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord après en avoir délibéré,

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'article R. 40-29 du code de procédure pénale ;

Vu le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 modifié relatif au fichier des personnes recherchées ;

Vu le décret n° 2015-648 du 10 juin 2015 relatif à l'accès au traitement d'antécédents judiciaires et au fichier des personnes recherchées ;

Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité ;

Considérant que le dirigeant ou gérant, a saisi la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord par courrier en date du 06/10/2020 afin d'obtenir une autorisation d'exercer, pour le compte de l'établissement BODYGUARD 59 SECURITE PRIVEE sis 52 rue Carnot 59450 SIN LE NOBLE.

Considérant qu'aux termes de l'article R612-6 code de la sécurité intérieure, la demande d'autorisation comprend les justifications requises par l'article L612-6 du même code et en particulier la preuve de l'aptitude professionnelle de son dirigeant ;

Considérant que Monsieur Omar MENNI, gérant de la société précitée, s'est vu refuser la délivrance d'un agrément dirigeant le 26/11/2020 par la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord (Délibération n° AGD- N1-2020-11-26-A-00104975) ;

Considérant, dans ses conditions, que la société ne remplit pas les conditions nécessaires à la délivrance d'une autorisation d'exercer ;

DECIDE

Article 1 : En application des articles L. 612-9 à L612-12 du Code de la sécurité intérieure, la délivrance d'une autorisation d'exercer à BODYGUARD 59 SECURITE PRIVEE, sis 52 rue Carnot 59450 SIN LE NOBLE et de numéro SIRET ou autre référence 88947179300014, est refusée.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e).

Fait à Lille, le 02/12/2020

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord

Le Vice Président



Guillaume THIRARD

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS), située 2-4-6 boulevard Poissonnière – 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.